



# tribune socialiste

PSU

toulouse :  
un congrès  
au pays d'oc

Directeur politique :  
Christian Guerche

Directeur adjoint :  
Gérard Féran

Comité politique : Robert Chapuis -  
Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Robert Michel.

Rédacteur en chef :  
Yves Larrouy.

Secrétaire de rédaction :  
Gérard Borel.

Comité de rédaction :  
Jean-Louis Auduc - François Brousse - Gilbert Chantaire - Françoise Claire - Robert Destot - Jacques Ferlus - François Gyr - Bernard Levy - Alain Moutot - Dominique Nores - Lucien Saintonge - Jean Verger - Philippe Guyot.

Directeur de la Publication Guy Degorce

Rédaction, Administration : 9, rue  
Borromée, PARIS (15<sup>e</sup>) - 566-45-37

Publicité : Information 2000  
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

S. A. Imprimerie Editions Moriamé  
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup>

Le présent numéro est tiré à 27.000 ex.

## P.S.U. documentation

Vient de paraître :

N° 38-39-40-41 - Les révolutionnaires et l'armée de la bourgeoisie. Prix : 3,50 F. Tandis que l'armée accroît son rôle répressif, économique et idéologique (ex. : vente d'armes, service à 18 ans), on voit se développer divers mouvements directement menés contre elle, dans lesquels l'extrême gauche est souvent active : luttes contre l'extension des camps militaires, augmentation du nombre d'objecteurs, procès des objecteurs politiques, luttes dans les casernes elles-mêmes, etc.

Comme tous les PSU documentations, celui-ci est un outil pour tous les militants engagés dans ces luttes, qui rassemble des informations et des analyses pour aider dès maintenant les sections à donner une formation de base aux jeunes appelés. Le parti doit se donner les moyens de soutenir les militants qui sont dans les casernes : c'est une condition de développement d'un travail politique à long terme dans le contingent.

SOMMAIRE

- 1) Survol historique de l'armée des républicains bourgeois (1871 - 1972).
- 2) Dossier technique sur l'armée.
- 3) Analyse des rôles de l'armée, instrument de l'Etat bourgeois.
- 4) Analyse des différentes luttes contre l'armée :

## ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

N°

Ville

N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 60 F  6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F  6 mois (26 numéros) 50 F

Je souscris un abonnement-diffusion (1)

1 an (52 numéros) 50 F  6 mois (26 numéros) 30 F

Abonnement couplé avec la revue bimestrielle « Critique Socialiste »

1 an 6 numéros « C.S. » 52 numéros « T.S. » 87 F

AVEC VOTRE ABONNEMENT d'un AN, vous recevrez le livre « Des militants du P.S.U. », présenté par Michel Rocard.

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

(1) Les abonnements-diffusion s'adressent à des lecteurs déjà abonnés désirant diffuser, à titre individuel, un ou plusieurs exemplaires du journal.

# 7 JOURS DANS T.S.



■ Un Congrès au Pays d'Oc! Eh oui. Pour la première fois, le PSU tient un Congrès au sud de la Loire. Décision symbolique puisqu'elle s'inscrit dans une période où des régions entières refusent de se laisser plus longtemps opprimer et exploiter aussi bien politiquement et économiquement que culturellement. Nos camarades de Toulouse nous expliquent cette semaine dans un dossier de quatre pages quelles sont les luttes qui se mènent aujourd'hui en Occitanie. Le Larzac bien sûr, y tient une grande place et une interview de deux agriculteurs d'un village voisin du camp vient nous le confirmer. Mais ce combat ne prend son sens que dans le contexte général de luttes ouvrières, paysannes et sur l'école qui se déroulent aussi là-bas (p. 8, 9, 10, 11).

■ Avec ce dossier réalisé par les militants qui éditent par ailleurs chaque mois le mensuel régional « Action PSU », nous poursuivons la politique que nous avons engagée à TS avec les dossiers sur Fos, sur Berliet et sur Paris. Il s'agit de donner aux régions et aux fédérations un rôle réel dans l'élaboration du journal. Cette politique, inutile de le cacher, en est encore au stade du balbutiement. Ni nous, ni les camarades qui réalisent ces dossiers, ne sommes encore bien au point. La tendance reste encore trop à la juxtaposition d'articles régionaux plus qu'à la constitution de véritables dossiers. C'est là un point qu'il nous faudra retravailler tous ensemble en utilisant déjà si possible la rencontre du Congrès.

■ Nous comptons bien en effet que lors des débats de Toulouse le Parti prenne les moyens de prendre réellement en charge son journal. C'est pourquoi nous présenterons aux délégués un dossier qui ne se contentera pas d'indiquer l'état traditionnel des obstacles financiers que nous rencontrons. Nous voulons aussi que les militants du Parti sachent précisément comment est fabriqué leur journal, quelles priorités sont choisies, en fonction de quels critères des articles sont réécrits, voire parfois supprimés. TS n'est pas un produit fini. Si nous recevons des lettres sans cesse plus nombreuses qui font état de l'amélioration du journal il reste que TS, bon ou mauvais, apparaît encore trop comme un

journal dont on constate la parution hebdomadaire mais sur lequel on n'a pas réellement de prise. Or notre chance comme journal d'un Parti c'est précisément d'être l'expression d'une collectivité. Nous proposerons donc au Parti des moyens concrets pour progresser dans ce sens.

■ Ce Congrès de Toulouse s'il indiquera sans doute une nouvelle étape de l'avancée du Parti sur les problèmes des régions et des minorités nationales aura bien sûr aussi et prioritairement la tâche de définir les orientations et le projet du Parti pour les deux années à venir. Et nous savons qu'elles pèseront lourd ces deux années. Pour le PSU bien sûr, qui au sortir d'une crise importante, repart aujourd'hui sur de nouvelles bases. Mais l'enjeu fort heureusement est bien plus important. Saurons-nous être les artisans de l'apparition d'une Force Politique puissante capable de donner corps à notre stratégie du contrôle des travailleurs et à notre objectif débattu en Congrès du socialisme autogestionnaire? Saurons-nous montrer dans la bataille politique qui s'engage que l'enjeu n'est pas un simple changement de gouvernement mais un véritable changement de système. Serons-nous capables enfin de faire comprendre de façon claire et simple aux travailleurs notre attitude par rapport au Programme commun?

■ Autant de questions auxquelles ce Congrès devra apporter une réponse claire. Pour notre part, à TS, nous avons cherché tout au long de ces semaines à montrer quelle stratégie, quel projet politique apparaissent dans les luttes actuelles. Nous avons tenté de dépasser le localisme. Nous avons essayé quand nous disposions d'informations suffisantes de « revenir » sur les luttes les plus importantes non pour les monter en épingle, mais au contraire pour prendre davantage de recul par rapport à leur signification. C'est pourquoi ce numéro revient sur Berliet (p. 6) tout comme nous reviendrons dans un prochain

numéro sur un bilan du conflit aux mines de Potasses. C'est aussi pour tenter d'aller plus loin sur les combats quotidiens que nous poursuivons cette semaine la parution du dossier sur « Avortement et Contraception » (p. 11-12- avec une interview de Jean Gondonneau, secrétaire général du Planning Familial).

■ Autre tentative à laquelle nous nous attachons : donner un nouveau statut aux luttes culturelles. Ce numéro consacre deux pages à des articles concernant le théâtre, le cinéma, la télévision. Plutôt que de nous limiter à « la traditionnelle page culturelle » nous préférons montrer en quoi ce qui se passe dans ce secteur a tout autant valeur politique. A condition bien sûr de poursuivre l'amélioration et la lisibilité de ce type d'articles. Et ce n'est pas toujours facile!

■ Vous lirez encore d'autres articles dans ce numéro. Une analyse des résultats électoraux en Allemagne, le début d'un dossier sur l'Angleterre. Vous y verrez aussi des lacunes importantes auxquelles nous sommes encore condamnés faute de place, d'informations suffisantes ou tout simplement de temps. Un article sur la peine de mort par exemple n'a pu être fait à temps. Un article sur la SNCF a été repoussé à la semaine prochaine pour permettre à nos camarades de la gare de Lyon de préparer un dossier sur leur intervention. Chaque semaine nous sommes ainsi amenés à couper, réduire, reporter des papiers qui pourtant auraient toute leur importance si nous avions d'autres moyens.

■ C'est bien pourquoi il nous faut les prendre ces moyens, collectivement, tant sur le plan de la vente militante et des abonnements que sur celui de l'amélioration du contenu et de la forme du journal. Pour l'instant, c'est bien parti. Raison de plus pour mettre les bouchées doubles!

Gérard FERAN ■

### ● du côté de la Côte

Je vous félicite pour la nouvelle formule de TS. Tribune est enfin devenu un bon journal, qui parle de ce qui préoccupe les travailleurs et le fait bien ; un journal vivant, lié aux luttes qui sont menées par le parti et sachant crever le mur du silence par une bombe comme celle du 5-7. Evidemment on peut critiquer le contenu de tel article — on le pourra toujours. Mais l'essentiel est que le journal soit lisible et vendable. Nous préparons une page sur la Côte d'Azur, le fascisme, Médecin et les implications du gangstérisme avec la lutte « politique » des centristes et de l'UDR. Nous le ferons collectivement.

Y.C. (Nice)

### ● article dangereux

C'est avec étonnement que j'ai lu l'article de Julien Racine, à l'occasion des élections fédérales canadiennes (TS n° 552) et titré « Cet homme est dangereux ». Devant ce faible essai d'interprétation du rôle du personnage Trudeau, j'estime devoir attirer l'attention des camarades français sur le fait que cet article est dangereux. Essentiellement parce qu'il ne pose nullement la question en terme de lutte des classes, mais ne fait que reprendre, il faut bien le dire, les schémas, d'analyse bourgeois (...).

### ● foot et rugby

D'abord bravo pour le journal, tout y est très clair et très facile à lire pour le non-initié.

Pour ce qui est des problèmes de fric, vous faites pas de bile, on s'en sortira, y'a pas de raison, non de Dieu!

Parlons d'autre chose.

Pour ma part j'aime le sport, surtout le foot et le rugby. Tu sais qu'en ce moment se tient le Congrès National des joueurs de foot professionnels à Paris. Serait-il possible d'inclure une colonne dans TS à ce sujet.

# Pour l'unité populaire

**L**e meeting du 1<sup>er</sup> décembre à la Porte de Versailles a manifesté la force de « l'union de la gauche », mais il en a montré aussi toutes les ambiguïtés. D'un côté les grands partis, qui se surveillent en même temps qu'ils officient, de l'autre la foule composite du pèlerinage, une partie — non pas forte, mais significative — du peuple des banlieues et des quartiers de Paris, réalisait pour un soir son unité au-delà des contradictions de classe qui la traversent. A l'issue de cette messe d'un soir, Mitterrand a trouvé la formule sacrée : « l'union populaire, c'est l'union de la gauche ». Et voilà, le tour est joué : nous sommes le peuple, l'union entre nos partis est celle du peuple tout entier, votez pour nous et le peuple sera au pouvoir.

## Une attitude dangereuse

Cette attitude n'est pas seulement moralement discutable (car il est faux que le 1<sup>er</sup> décembre, toutes les forces populaires aient été représentées à la tribune !), elle est aussi politiquement dangereuse. Pour deux raisons :

1. La puissante volonté d'unité qui se manifeste parmi les travailleurs est une réaction de défense face à des offensives capitalistes qui se développent sur tous les terrains de l'entreprise, des campagnes, de la ville, de l'école et de toute la vie quotidienne : l'immense réorganisation capitaliste à l'échelle nationale et internationale renforce l'exploitation du travail et y ajoute des oppositions de toutes sortes au moment où la conscience, éveillée pour la satisfaction du profit, ressent encore plus douloureusement son esclavage et son aliénation. Face à l'armée qui s'installe et devient l'une des forces économiques essentielles, face à la vie urbaine qui dénature toutes relations, renforce l'exploitation de la femme, enferme les jeunes dans des prisons avec ou sans barreaux, face à la fatigue des transports, à la dureté des conditions de travail, à l'insécurité de l'emploi, à l'usure précoce de la vie, à la diffusion de produits plus chers et de moindre qualité, face aux profits scandaleux du capitalisme sauvage, les travailleurs acquièrent une conscience de classe et développent, quand ils le peuvent (Berliet, les potasses d'Alsace, et toute la Bretagne), des luttes dures et unitaires capables de vaincre. Mais c'est une unité défensive, elle ne crée pas en elle-même les conditions d'une offensive qui implique une « direction » politique, c'est-à-dire non pas des chefs mais un axe de lutte, une orientation qui s'impose à l'ensemble des travailleurs et leur permette de faire passer au second plan les contradictions qui les traversent (immigrés et Français, hommes et femmes, ouvriers et paysans, jeunes et vieux, Parisiens et provinciaux, etc.). Sans cette « direction », l'unité n'est plus un chant de guerre, mais un cri d'angoisse. Et il ne suffit pas d'ajouter

« la Marseillaise » à « l'Internationale » pour résoudre le problème !

2. Et précisément, le programme commun, loin de fournir les bases d'une offensive, se contente de juxtaposer des intérêts divergents et de cultiver l'ambiguïté. C'est pourquoi des radicaux ont pu s'y rallier si facilement ! C'est pourquoi l'on entend des voix pour dire que même l'autogestion est dans le programme commun, tandis que dans les meetings PSU, les militants communistes tournent fébrilement les pages du Petit Livre Noir pour montrer que « ce que l'orateur vient de dire, c'est aussi dans le programme commun, page tant... ». Tout est dans tout et le reste dans le programme commun. Certes, de ce fait, on y trouve aussi une image des intérêts populaires et il serait absurde de dire que ce programme est une arme de la bourgeoisie. Mais il n'est pas pour autant une arme prolétarienne, une arme offensive aux mains du peuple. Jadis, après que Guy Mollet ait dit de sa politique algérienne qu'elle était un bloc, François Mauriac avait eu ce commentaire : « Oui, et nous sommes dessous ». Heureusement, le bloc du programme a plus de légèreté ! S'il permet de créer les conditions d'un mouvement électoral, il ne crée pas celles d'un gouvernement populaire. Ce n'est pas le lieu ici d'en faire la démonstration (1), mais on voit bien ainsi qu'il laisse entier le problème même du socialisme : permettre aux travailleurs de prendre en main leurs affaires et d'imposer leur volonté collective contre le jeu des profiteurs et des intérêts de la bourgeoisie. Un gouvernement populaire ne se fera pas au nom du peuple, mais sans lui. Il se fera avec lui ou il se retournera contre lui : il n'y a aucun exemple du contraire.

## Une recherche militante

Le 1<sup>er</sup> décembre a donné l'image d'une « union de la gauche » qui entend profiter de la volonté d'unité populaire qui se fait jour. Notre Congrès de Toulouse tentera de donner l'image d'une recherche militante pour donner son expression politique à l'unité populaire qui se construit dans les luttes ou qui reste encore à l'état de désir dans une multitude de conflits qui n'arrivent même pas à éclater et sont vécus douloureusement par des millions de travailleurs, de jeunes, de femmes ou de vieillards. Depuis cinq ans (qu'on se souvienne de la Rhodiacta fin 67), le contrôle ouvrier dans les entreprises, le contrôle paysan sur la terre, le contrôle populaire dans les quartiers et sur les structures de la vie sociale, sont devenus une « pratique », une expérience des masses, même si des millions de travailleurs demeurent encore dans l'expectative. Depuis Mai 68, des pas de géant ont été accomplis car la révolution a quitté les nuages de l'université pour revenir dans son lieu naturel : la vie de travail.

Mais il ne suffit pas de soutenir ou de développer les luttes, car nous ne nous

battons pas pour nous battre, mais pour gagner. Il faut poser la question du pouvoir et affronter l'Etat bourgeois à travers sa hiérarchie, ses intérêts, ses forces répressives. Il faut permettre à la force des travailleurs de s'exprimer directement et non par personnes interposées : les individus doivent être « délégués » et non plus de pseudo-arbitres. La volonté d'autogestion n'est rien d'autre précisément que la volonté de pouvoir telle que les travailleurs la ressentent car ils ne veulent pas changer d'Etat, mais changer l'Etat lui-même, en établir les limites, en assurer le contrôle et libérer les forces créatives qu'ils ont en eux, réprimées par des siècles d'oppression. En prenant dès maintenant la nécessité de faire apparaître de nouvelles sources de pouvoir, en faisant de l'autogestion non une technique de la production, mais une base de la vie politique, on redonne un sens à la prise du pouvoir, on alimente cet élan révolutionnaire sans lequel il n'est pas de révolution. A condition bien sûr qu'on le dise : l'autogestion n'est pas le moyen d'éviter la prise du pouvoir, elle en accentue au contraire la nécessité.

## La volonté autogestionnaire

Il n'y aura pas de révolution si les travailleurs restent démunis de l'image d'une société nouvelle où l'exploitation pourra être progressivement vaincue. Cette image, celle de nouveaux rapports sociaux, d'une nouvelle culture de leur liberté conquise ou, si l'on préfère, reconquise, elle est en eux, à travers le refus de la société actuelle : il faut la mettre au jour et engager le combat politique qui l'empêchera de n'être qu'une utopie. Telle est notre tâche en tant que militants politiques insérés dans les luttes ouvrières et populaires. Telle est notre responsabilité en tant qu'organisation politique qui a choisi de s'inscrire dans la réalité de l'histoire, dans le mouvement ouvrier et socialiste.

Nous avons conscience de travailler ainsi à réaliser durablement et bien au-delà des échéances électorales, l'unité populaire sans laquelle rien n'est possible. Nous avons conscience également de formuler, certes avec incertitude encore, mais avec acharnement, l'exigence d'un nouveau type d'organisation politique, qui corresponde à la volonté autogestionnaire qui s'exprime dans les luttes : tâche longue et difficile qui ne se règle pas de statuts, d'énoncés démagogiques ou de tapages internes, externes, mais doit nous engager aussi bien nous-mêmes, militants du PSU, que ceux qui nous regardent et commencent à quitter leur air désabusé pour reprendre confiance. Puisse notre Manifeste ne pas les décevoir car l'action révolutionnaire dépend d'eux autant que de nous !

(1) Voir à ce sujet l'analyse du programme commun PC-PS publiée par le PSU en brochure.

Robert CHAPUIS

## ● le concert des Tartuffes

Maintenant que, sous la pression de larges groupes de femmes, les procès d'avortement ne peuvent plus se faire à la sauvette et en catimini et que, à la suite du jugement embarrassé de Bobigny, l'opinion publique commence à s'émeouvoir, les princes qui nous gouvernent ne peuvent plus se taire et se trouvent obligés de promettre au moins une révision de la loi hypocrite et criminelle de 1920. Mais attention : pas question de rendre l'avortement libre et de laisser aux femmes le soin d'en

décider pour elles-mêmes. Les grands principes moraux s'y opposent, et « LE RESPECT DE LA VIE ».

Et on les entend les Messmer, les Foyer, se gargariser du « respect de la vie ». Mais où étaient-ils, pourquoi ne les a-t-on pas entendus lorsqu'à Charonne, les CRS ont matraqué à mort huit manifestants ?

Lorsque, faute de mesures de sécurité suffisantes, qui coûtent trop cher, des ouvriers perdent la vie au fond de la mine et sur des échafaudages ?

Quand les a-t-on entendus proclamer le respect de la vie pour s'op-

poser à la guerre, réclamer l'abolition de la peine de mort, s'inquiéter des « suicides » dans les commissariats, les prisons, les casernes ? Jugent-ils que l'expansion de l'industrie des armements, les livraisons d'armes ne menacent pas le respect de la vie ?

Une femme du PSU (qui a élevé seule deux enfants).

## ● le pouvoir aux enfants

Un camarade instituteur de Rezé et membre du PSU m'a passé les sept derniers numéros de « TS ».

Je les ai lus avec grand intérêt et parce que j'y retrouve mon option fondamentale, l'autogestion, je vous fais parvenir ci-joint mon abonnement.

Votre engagement militant pour une société socialiste autogérée qui verrait enfin les travailleurs devenir maîtres de leur vie, est aussi le mien.

J'ai proposé à la section de Rezé un débat sur l'autogestion politique, économique, sociale et pédagogique.

Pourquoi pédagogique ?

Parce que je suis instituteur et que je ne peux concevoir d'être

partisan de l'autogestion pour les adultes tout en continuant à coloniser les enfants ;

Parce que je pense que chacun doit essayer, dès maintenant, de faire la révolution là où il se trouve.

Avec quelques camarades de l'École Moderne (Pédagogie Freinet) j'ai participé à un ouvrage collectif publié par notre coopérative (Coopérative de l'Enseignement Laïc), ouvrage qui relate nos tentatives pour donner le pouvoir aux enfants :

Il s'agit de « VERS L'AUTOGESTION », (15 F à CEL BP 281, 06-CANNES).

J. L. G. (Rezé).

# Démocrates, avancez !

« Le courant passe » titre cette semaine une partie de la presse hebdomadaire après le meeting PC-PS-radicaux de gauche du 1<sup>er</sup> décembre. Les uns s'en réjouissent, les autres comme « Le Point » (Hachette) et « L'Express » commencent déjà à crier au loup communiste. Gilbert Hercet était lui aussi au Parc des Expositions. Il n'a pas senti, on le verra dans cet article ce grand enthousiasme dont « L'Humanité » du lendemain se faisait l'écho. Mais au-delà des impressions des participants, il nous faut montrer l'enjeu de la bataille politique qui s'engage. Le PSU pour sa part l'a déjà dit à plusieurs reprises : Notre combat pour l'autogestion qui implique une stratégie et des objectifs différents du Programme commun se situera toujours dans le cadre d'une bataille frontale et unitaire contre le pouvoir. Et il serait temps que ceux pour qui « l'Union Populaire » se résume à la formule de G. Marchais : « Tout le Programme commun, et rien que le Programme commun » veuillent bien s'apercevoir que les forces socialistes qui ont un autre projet ne sont pas pour autant les alliés objectifs de la bourgeoisie. Faute de quoi il faudra bien commencer à se demander qui sont les diviseurs !

**P**OURQUOI ne pas l'avouer ? Je n'étais pas mécontent d'aller, vendredi soir, au meeting de l'Union de la gauche au Palais des Expositions. Pas pour les discours bien sûr, mais pour la qualité d'enthousiasme populaire, de fraternité vraie, qu'on retrouve souvent dans les grandes manifestations organisées par le Parti communiste. Et puis on m'avait dit qu'il s'agirait d'un de ces événements « que l'histoire retient ». Alors, comme j'avais déjà manqué la prise du palais d'hiver et le Front populaire, j'ai pensé que cette fois-ci il fallait que j'y sois... Il m'a fallu déchanter. Du monde, bien sûr : quelques dizaines de milliers de personnes. Nettement moins en tout cas que ne l'avaient espéré les organisateurs. Le hall — immense — aurait pu accueillir, sur les ailes, encore un grand nombre de personnes, et la sonorisation extérieure se révéla inutile. Pourtant, Thierry Pfister (dans Le Monde, des 3-4 décembre), qui n'a peut-être pas fait comme moi à plusieurs reprises le tour du bâtiment, pense qu'il y avait autant de monde à l'extérieur qu'à l'intérieur ! Il est vrai que le même commentateur a vu Maurice Biraud lire à la foule des messages d'acteurs ou d'actrices, ce qui étonnera sans doute beaucoup de spectateurs du meeting : Bibi était bien là, mais, à ma connaissance il ne s'est point livré à cette activité... De la difficulté du témoignage humain ! Presque, oui presque comme en 36 — Les présents étaient, dans leur immense majorité, des adhérents ou des sympa-

thisans du PC. Celui-ci, on le sait, avait fait donner le ban et l'arrière-ban : autobus spéciaux de toutes les communes de banlieue, autorail spécial de Caen, wagons de militants entiers de toute la France. Pourtant, on l'a dit, moins de monde que prévu était au rendez-vous : la capacité de mobilisation du grand parti de la classe ouvrière serait-elle en baisse ?

## froideur et renoncement

A l'intérieur, on était frappé du manque de grandeur et de force de la tribune et du décor d'ensemble. Sans doute, la nécessité de ne pas privilégier l'un des partis invitants avait-il conduit à écarter les emblèmes des uns ou des autres ou les drapeaux rouges. Mais une telle froideur, un tel renoncement à mobiliser : on eût dit que tout avait été mis au point par les radicaux de gauche ! Plus sidérant encore : toutes les places d'où l'on pouvait voir et entendre correctement, celles qui se trouvaient face à la tribune, avaient été entourées de barrières (celles-là même qu'inventa jadis Jules Moch) dont de vigilants cerbères interdisaient le franchissement. Ces places, qui étaient de surcroît les seules à avoir été pourvues de chaises, étaient réservées aux « invités ». Eh camarades le socialisme c'est pour

## DU PROGRAMME COMMUN EMENT DE LA GAUCHE UNIE



Pascal LEBRUN

Les sermons n'ont pas été fameux ?

après, ce qui est à l'ordre du jour pour le moment c'est la démocratie avancée, alors d'abord, place aux bien-aimés camarades dirigeants ! Cela explique peut-être en partie le manque total d'élan, d'enthousiasme, de la foule rassemblée. Même arrivés avant 18 heures, les militants se retrouvaient fort loin de la tribune, souvent contraints de regarder le spectacle sur des petits écrans de télévision intérieure... Les très nombreux vieux militants accourus pour retrouver l'esprit de 36 avaient beau dire très fort que c'était « réussi », ils ne pouvaient guère cacher leur déception. Si j'en crois ce que certains ont bien voulu m'en dire, après, au bistrot, tout cela n'avait pas grand-chose à voir avec le Vel d'Hiv...

## " faut y aller "

La gauche ici rassemblée, c'était belle et bien la gauche raisonnable, la gauche réaliste, la gauche responsable, et tout. Qu'on m'entende bien : je n'entends nullement ici m'en prendre, individuellement à des camarades ouvriers souvent prêts à s'enflammer. Ce qui me paraît, dans ce cas, significatif, c'est plutôt l'atmosphère collective de rituel et de « faut y aller », selon le titre d'une chanson programmée plusieurs fois pendant le spectacle. De ce spectacle lui-même, il y a peu à dire. Du vrai patronage. Quelques artistes, quelques vedettes (les plus

connues s'étaient contentées d'envoyer des messages de soutien) venaient expliquer les raisons de leur adhésion au « programme commun » et, à l'occasion, en poussaient une. Le plus gros succès : Francis Lemarque. Etant donné l'ambiance d'ensemble, on se demande par ailleurs au nom de quoi, après, l'un des orateurs s'en est pris à Guy Lux. Quelle différence entre ses spectacles et celui du Palais des Expositions ? Si non peut-être que les spectacles de Guy Lux (que je n'aime pas) plaisent à beaucoup de gens, alors que la plupart des spectateurs, vendredi, à part quelques rares moments, s'ennuyaient ferme. Quant aux vedettes principales, Fabre, Marchais et Mitterrand, il y a moins encore à en dire : chacun connaît leur chanson. Marchais a été, bien sûr, le plus applaudi. Dernier échange de bons procédés : Marchais fait un discours empruntant largement à la social-démocratie, et Mitterrand cite Aragon. On chante encore : l'Internationale, et bien sûr, pour finir en beauté, la Marseillaise. L'Union de la gauche, à son tour, nous a rendu les couleurs de la France. La messe est finie. Les fidèles regagnent le métro. La liturgie se perd, les sermons n'ont pas été fameux ? Peut-être. Mais, dis, camarade, sont-ce là des raisons pour ne plus croire ? L'Humanité, demain, qui, elle, ne ment pas, le dira, de toute la largeur de son titre à la une : « Prodigeux ». Gilbert HERCET ■

## une erreur politique

**U**N certain nombre de camarades ayant appartenu au courant de la Gauche ouvrière et paysanne ont annoncé jeudi dernier à la Presse leur départ du P.S.U. Il s'agit notamment de Henri Leclerc et de Bernard Lambert. Regrettons, qu'une fois de plus, ces camarades qui, par ailleurs, parlent de l'impossibilité du débat au P.S.U. n'aient pas daigné informer prioritairement leur parti ni de leur départ, ni de leurs raisons. Il est vrai que quelques colonnes dans la Presse avant le Congrès du P.S.U. peuvent toujours mettre en difficulté ce Parti dont on annonce la mort depuis si longtemps et qui, pourtant, ne cesse de prouver qu'il a toujours, et combien « sa raison d'être ». Nous croyons, pour notre part, que ces camarades font une profonde erreur d'analyse. Qu'ils regardent les luttes récentes et qu'ils jugent qui, des groupuscules maoïstes ou du P.S.U., les ont animées. Qu'ils suivent le déroule-

ment de notre Congrès et ils verront si le P.S.U. ne se trouve pas capable aujourd'hui de proposer un projet socialiste et une stratégie cohérente. Où croient-ils, quant à eux, avec quelles forces sociales, avec quelles organisations, trouver les bases d'une réelle force révolutionnaire qui ne sombre ni dans le dogmatisme, ni dans l'archaïsme ? Le P.S.U., avec ses faiblesses, tel qu'il est aujourd'hui, constitue un élément central de cette force politique qui se construit. Ceux qui le refusent risquent d'aboutir au même échec politique que celui auquel a été conduit la Gauche Révolutionnaire, aujourd'hui petit groupuscule stalinien et sans aucune influence politique dans les luttes ouvrières et paysannes. Voilà pourquoi nous pensons que ceux qui quittent le P.S.U. se trompent. Ils n'en restent pas moins pour nous, et cela va de soi, des camarades. G.F. ■

L'effluve du lait. Morhange. la pollution des plages cet été. L'air irrespirable des villes viennent de faire découvrir aux Français les dangers que notre civilisation industrielle font courir à notre planète.

**NOUS SOMMES TOUS CONVIES À UN FESTIN EMPOISONNÉ**

Ce que le rapport NADER dénonce, c'est la pollution de l'air, l'empoisonnement systématique de notre société par un grand nombre de produits alimentaires et pharmaceutiques.

A l'aide d'exemples concrets (enquêtes sur des produits que nous connaissons puisqu'importés des USA) il démonte et démontre les mécanismes, l'engrenage, la culpabilité des facteurs de production de ceux qu'on appellera désormais, « les assassins en col blanc ». Car la pollution, ce crime feutré, par produits interposés, n'est pas un phénomène inéluctable. Derrière chaque atteinte à notre vie, il y a des hommes, un système, une carence de l'état. Ce à quoi, le rapport NADER nous conduit tous, au cours d'une démonstration hallucinante, c'est à une prise de conscience, à une action politique (le Consommé) Notre vie, celle de nos enfants, on le sait, sont en jeu.

**BON DE COMMANDE**

Veuillez m'envoyer par retour « Le festin empoisonné ». Vous trouverez ci-joint mon règlement de 31 F sous forme d'un chèque à l'ordre de « Information 2000 ».

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

(Information 200, 25 rue Cluzel, 75009 Paris).



# Les chômeurs ne tombent pas du ciel



42 % de licenciés.

Avec l'approche des élections, l'heure de la démagogie va sonner. Aussi est-il utile de se munir d'arguments incontestables sur les problèmes qui affectent le plus la vie quotidienne. Et celui de l'emploi en est un au premier chef.

Les quelques réflexions qui suivent se contentent de commenter simplement une récente publication de l'Institut national de la Statistique et des Etudes économiques (INSEE) sur « la situation de l'emploi en 1971 ». Le retard avec lequel sont connues les statistiques officielles ne permet pas en effet d'étudier une période plus récente.

Arrêtons-nous d'abord aux chiffres concernant la durée du travail. L'I.N.S.E.E. indique à cet égard que la moyenne hebdomadaire pour les ou-

vriers a été de 44,8 heures en 1971. Mais chacun sait qu'une moyenne n'est qu'une création de l'arithmétique et n'existe pas dans la réalité. Ce qui existe, c'est une certaine répartition autour de la moyenne. Or, cette répartition est fort instructive. On y remarque en premier lieu que seulement 13 % des ouvriers travaillent 40 heures ou moins. C'est dire combien cette revendication syndicale majeure qu'est la semaine de 40 heures est représentative du désir de l'ensemble de la classe ouvrière.

## Se méfier des moyennes

Mais ce qui est encore plus remarquable est le rôle joué par ces 13 % dans le calcul de la moyenne. On s'aperçoit que ce sont eux qui la font baisser jusqu'à 44,8 heures. Car il y a 59 % des ouvriers qui travaillent plus de 45 heures dont 30 % 48 heures et plus. Il faut donc se méfier d'une moyenne arithmétique : elle peut cacher une réalité très fortement asymétrique.

En l'occurrence, on trouve d'un côté une petite minorité bénéficiant de con-

ditions relativement privilégiées et de l'autre, une large majorité contrainte à un travail considérable voire accablant.

Ajoutons que la moyenne hebdomadaire de 44,8 heures est en baisse de 0,3 heure par rapport à 1970 ce qui, note l'I.N.S.E.E., est conforme aux prévisions du VI<sup>e</sup> Plan, lequel a prévu une évolution permettant d'atteindre 43 heures en 1975. Comme quoi si les travailleurs ne comptent que sur le bon plaisir du gouvernement et du patronat pour obtenir la semaine à 40 heures, ils peuvent attendre longtemps...

L'I.N.S.E.E. publie également quelques tableaux éloquentes sur l'état du marché du travail autrement dit sur le chômage. Nous ne nous arrêtons pas aujourd'hui sur le fait que ce sont les femmes et les jeunes qui pâtissent le plus du chômage mais sur le chiffre brut suivant : « 42 % des personnes à la recherche d'un emploi salarié ont été licenciées. »

## Un nuage de plus

S'il faut insister sur ce chiffre considérable c'est que la propagande patro-

nale a souvent tendance à laisser entendre que les chômeurs sont les gens instables, les femmes qui travaillent quand l'envie leur en prend, les jeunes qui ne s'intéressent à rien, etc., la liste de ce genre d'arguments est longue. La vérité simple c'est que près de la moitié des personnes en chômage le sont car elles ne peuvent retrouver un emploi après avoir été licenciées du précédent. Or, ajoute l'I.N.S.E.E., « la part des personnes licenciées dans la population sans emploi n'était que de 25 % en octobre 1962 et depuis cette époque n'a cessé d'augmenter (...). Cette tendance à l'augmentation est sans doute à rapprocher des mutations structurelles qu'a connues notre économie depuis cette date (réorganisations, concentrations et fusions d'entreprises notamment). »

Voici donc l'I.N.S.E.E. confirmant notre analyse en prouvant que l'anarchie du développement capitaliste est bien le grand responsable du chômage.

A l'heure où le gouvernement s'escrime à démontrer que le seul nuage dans le ciel français est celui des prix — et il est de taille, en effet — il était sans doute utile de rappeler que nos 500.000 chômeurs, eux, ne tombent pas du ciel !

Jacques GALLUS. ■

## ● Paribas licencie

Ça ne va pas très bien pour les employés de banque. Une grève de 48 h a eu lieu. Ça va encore plus mal du côté de Paribas, particulièrement pour ses filiales d'études : Sema, Metra, O.T.H. On en parle peu. Car dans la presse, Paribas c'est presque le Bon Dieu. A « TS », nos « banquiers » ce sont les abonnés. Alors il n'y a pas à hésiter : on va vous parler de Paribas... Et s'il y avait des risques on hésiterait encore moins.

Al'Omniun Technique de l'Habitat bureau d'études techniques dépendant de la Banque de Paris et des Pays-Bas (1070 salariés) les travailleurs luttent depuis un mois contre la direction qui vient de décider plus de cent licenciements, pour des raisons financières qui n'ont rien à voir avec le marché actuel des bureaux d'études : les cent licenciements font partie d'un vaste programme de restructuration et de rentabilisation accrue entrepris par les banques pour l'ensemble de ses bureaux d'études (Heurtey : 1700 salariés, 130 licenciements en 1971; SEMA ; SIA ; SOFRESID : menaces de licenciements).

Après une période de sensibilisation par les syndicats (CFDT en particulier) 300 personnes vont manifester le 23 octobre devant le siège de la banque, puis, renvoyés à leur direction, investissent les bureaux du Directeur général. Celui-ci refuse toute discussion et le lendemain, refuse au comité d'en-

treprise les documents permettant de juger le bien-fondé des licenciements.

En fait, la direction ne peut justifier ces licenciements. L'argument d'un déficit de 12,9 millions en 71 ne tient pas. Les employés de l'OTH savent lire un compte d'exploitation.

Pour manifester son opposition à l'initiative patronale et pour obtenir un contrôle de la gestion, le personnel s'est mis en grève illimitée. Pas tout le personnel. Au bout de quatre jours, la CGT appelait à la reprise. Pour elle, mieux valait négocier les meilleurs avantages possibles pour les licenciés.

Et le lendemain le PC et le PS distribuaient un tract invitant à soutenir vous devinez quoi. Ça a fait sourire les travailleurs en grève qui se situent sur une ligne tout à fait opposée : le contrôle direct de l'entreprise par les travailleurs. Et à Paribas un tel objectif est lourd de signification.

Correspondant ■

(\*) Comité de solidarité avec les personnes licenciées de Paribas, BNP 30693/82, Paris.

## ● S.N.E.S. : une grève électorale

Convoqué avec 15 jours d'avance sur son calendrier, le conseil national du SNES a adopté un mot d'ordre de grève de 24 heures pour le jeudi 7 décembre.

Avec comme plate-forme l'ensemble des objectifs actuels du SNES sous le titre général « agir pour la revalorisation de notre fonction »,

cette grève ne s'insère dans aucun calendrier d'action, n'a même pas un caractère d'avertissement (aucune progression annoncée) et ne met en avant aucun objectif prioritaire. Elle entre dans la catégorie des « grévettes » purement agitateurs, n'exprime aucune combativité de base (depuis 5 ans, la direction « Unité et Action » a tout fait pour étouffer les velléités d'actions parties de la base).

C'est donc une décision qui tombe de façon purement bureaucratique sur 80.000 adhérents nullement préparés à une quelconque action.

C'est clairement une tentative d'utilisation des enseignants comme masse de manœuvre aux fins électorales du PCF.

La couleur est d'ailleurs annoncée sans pudeur en conclusion de la résolution finale : « Apportant une réponse positive aux principales revendications des travailleurs ; définissant les moyens de les satisfaire, garantissant le développement des libertés individuelles et collectives et la pleine indépendance des organisations syndicales, le programme commun de gouvernement est un instrument de lutte dont doivent se saisir les travailleurs. »

Ben voyons.

## ● Deux-Sèvres : une histoire exemplaire

La race des petits patrons de droit divin n'est pas encore éteinte. Témoin l'histoire exemplaire de Georges Drapeau qui a

jeté l'émoi dans un petit bourg tranquille des Deux-Sèvres...

CERSAY, petite commune de 850 habitants avec un bourg de 300 habitants. Une région rurale, paisible, sans histoire. Un bourg, comme il en existe des milliers en France, où tout le monde se connaît.

Faucon, une entreprise familiale de maçonnerie, dirigée par deux frères. 28 salariés, de très bons professionnels de la maçonnerie. Tout va bien dans l'entreprise où il n'existe ni syndicat, ni délégués. Un problème cependant en 1971, les ouvriers demandent de l'augmentation. Ils ne sont pas très cher payés.

Georges Drapeau, l'un des ouvriers intervient, et l'augmentation est obtenue. Puis début septembre 72, la très grande majorité des ouvriers décide de se syndiquer. Ils se réunissent chez Georges Drapeau et décident d'écrire à la permanence CFDT.

D'autres réunions ont lieu pour organiser la section et mieux connaître le rôle du syndicat. Le 21 septembre, l'UD-CFDT informe officiellement la direction de la création de la section et demande les élections de Délégués du Personnel. Mais le patron refuse l'organisation légale de ces élections « on fera ça en famille » dit-il.

Ça n'a pas entraîné ! Voyant que Drapeau était toujours à la pointe du débat et qu'il ne se laissait pas intimider ; sachant d'autre part qu'il allait être candidat délégué (dans un petit bourg, tout se sait) les patrons ont vite fait d'inventer « une faute ». C'est si facile ! Lundi 16 octobre la lettre de licenciement est expédiée.

Parmi les ouvriers dont certains sont très anciens, c'est la consternation. Ils sont écœurés de la

manœuvre des patrons et décident de se mettre en grève pour la réintégration de leur camarade, qu'ils estiment tous.

La grève va durer 15 jours. Quelques entrevues avec les patrons mais aucune négociation digne de ce nom. Au bout de 8 jours, un premier meeting organisé par les UL-CFDT du Nord des Deux-Sèvres rassemble 400 personnes sur la place de Cersay. La population, qui n'avait jamais vu ça est très divisée.

L'inspecteur du Travail demande à plusieurs reprises la réintégration du délégué en puissance. Non, rien à faire, les Faucon qui pourtant ont beaucoup de chantiers préfèrent perdre des millions mais ils ne veulent pas reprendre G. Drapeau.

Très rapidement, les grévistes parlent de quitter cette entreprise mais la CFDT leur conseille de chercher des emplois préalablement : ce qui fut fait.

Le 3 novembre, après un essai de discussion avec les patrons qui ont refusé le moindre échange, les ouvriers démissionnent en bloc. Le soir c'est le meeting organisé par l'UD-CFDT : 600 personnes applaudissent cette solidarité totale des ouvriers envers l'un des leurs.

VOILA JUSQU'OU PEUT CONDUIRE LE DROIT ABSURDE DE LICENCIEMENT QUE LE PATRONAT FRANÇAIS S'EST APPROPRIÉ :

- l'entreprise Faucon est décapitée ;
- tous les ouvriers ont retrouvé du travail à 1 F et 1,50 F de plus de l'heure et sont bien décidés à poursuivre leur action syndicale ;
- les collectes de solidarité organisées dans tout le département ont apporté une aide financière très efficace aux grévistes.

A. PINEAU ■

(Secr. UD-CFDT Deux-Sèvres).

# sur le front des luttes



## ● BERLIET : l'enjeu

Les luttes qui se déroulent chez Berliet depuis maintenant 11 semaines ont eu ces derniers jours un retentissement régional et national, suite aux mesures de répression syndicale de la direction (menaces de licenciement contre 14 ouvriers habilleurs cabine, citation en Correctionnelle de 9 représentants syndicaux ouvriers par application de la loi « anti-casseur », dénonciation de tous les accords d'entreprises signés depuis plus de 15 ans).

Dans le contexte pré-électoral de l'heure, les émissaires au service de la bourgeoisie ont fait leur apparition pour récupérer à son profit un mouvement de lutte qui commence à inquiéter la majorité au pouvoir. Le député U.D.R. René Caille, le président de la communauté urbaine de Lyon Louis Pradel s'entrementent. Tout ce beau monde obtient d'Edgar Faure, ministre des Affaires sociales, une rencontre avec les syndicats pour le 4 décembre (P. Berliet avait été déjà reçu le 22 novembre).

Cette entrée en scène surprend et inquiète les travailleurs ; n'est-ce pas pour faire oublier les revendications essentielles des travailleurs en amenant les luttes sur le terrain électoral et faire apparaître la majorité actuelle comme le sauveur ?

Pour comprendre les enjeux politiques de la bourgeoisie dans cette situation de conflit, il faut avoir présente à l'esprit la crise qui secoue le capitalisme notamment dans sa branche « véhicule utilitaire » à l'échelle nationale et mondiale où les mariages entre entreprises vont en s'accélération.

Afin de préparer cette réorganisation, la direction Berliet a ces dernières années :

- pressuré les travailleurs : reprise des temps, augmentation des charges de travail, non remplacement des départs, réduction d'horaire non compensée, accentuation des écarts avec les autres constructeurs automobiles, ceci tout en resserrant la discipline ;
- préparé des structures d'accueil pour des activités nouvelles en implantant de nouveaux moyens de production et en créant des usines décentralisées qui lui permettaient d'espérer la cassure de l'homogénéité des travailleurs concentrés dans l'usine de Vénissieux.

Aujourd'hui Berliet comme nous l'avons déjà dit est une monnaie d'échange du capital Michelin. Il peut permettre à Michelin de mieux se placer sur le marché international pour vendre ses pneus. Sa valeur marchande est inversement proportionnelle à ses engagements sociaux, d'où la politique de répression syndicale qu'il développe.

De plus, le chantage à l'arrêt des investissements dans la région Rhône-Alpes met en difficulté le gouvernement à la veille des élections. Ceci reflète des contradictions internes au développement du capita-



lisme entre le patronal-national et le capitalisme international, représenté dans une majorité soucieuse de gagner les élections. Il faut mettre un terme au conflit qui s'étend, se durcit et peut faire basculer ailleurs les voix nécessaires. Chaque « Berliet » saisit bien qu'un débouché immédiat du conflit peut être la possibilité accordée par le gouvernement de vendre plus cher les camions, ce qui se traduira par le cycle infernal de l'inflation salaires-prix, et la récupération à brève échéance par le capital des augmentations accordées.

### LA LUTTE CHEZ BERLIET

Elle met en cause le pouvoir patronal dans l'entreprise en voulant :

- obtenir des moyens pour survivre face à la dégradation du pouvoir d'achat, par une augmentation uniforme non hiérarchisée de 200 F pour tous ;
- cesser d'être des « pions » qu'on manipule, des « billes » au service d'une machine pour conquérir le droit de s'exprimer et de s'organiser collectivement.

### LES LUTTES DES AUTRES ENTREPRISES

Dans la région lyonnaise, les luttes de la chimie notamment rejoignent celles de Berliet, car elles se situent sur les objectifs d'augmentation non hiérarchisée et sur la lutte contre la réorganisation capitaliste de ce secteur conduisant à une dégradation des conditions de travail et aux licenciements.

Le développement d'une mobilisation populaire autour de la classe unifiée dans ses objectifs de lutte est possible. Elle remet directement en cause le pouvoir dans l'entreprise et le pouvoir capitaliste et régulateur du système.

Cette mobilisation populaire réalisée concrètement sur les intérêts unifiés des couches exploitées, est porteuse à la fois de la prise de contrôle ouvrier sur tous les aspects de la vie, de la nécessité de la démocratie ouvrière, posant directement le problème de la prise du pouvoir, d'objectifs de transition au socialisme et même de l'élaboration du projet politique de la société à construire.

Il s'agit donc bien de luttes dont le débouché politique :

- immédiat est d'imposer le contrôle des travailleurs sur tous les rouages de la vie économique et sociale ;
- à terme, le problème posé par Berliet est bien celui de la préparation de la prise du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes dans une mobilisation populaire. Les débats qui seront au cœur du prochain congrès du parti sur le contenu du projet politique et la stratégie de prise du pouvoir sont bien au cœur de ces luttes.

Groupe P.S.U. Berliet ■

## Licenciements : avec des gants

On parle beaucoup du fameux « droit de licenciement » en ce moment du côté des patrons et de leurs amis politiques installés à la tête de l'Etat. Le ministre « passe-partout » Edgar Faure a présenté un projet la semaine dernière. En vain : les patrons sont finalement plus que réticents. Le ministre « remet la gomme » cette semaine. Il en avait fait son cheval de bataille, justifiant ainsi son désir de prendre place dans le gouvernement Messmer à un poste « dans le vent » depuis... 1968.

Il est vrai que les affaires sociales ne vont pas très bien pour la bourgeoisie, en dépit des bénéfices jamais atteints jusqu'à ce jour, qu'elle tire de l'exploitation du salariat. Le « ras-le-bol » se politise et ce n'est pas « bon » pour elle. Loin de se démoraliser, de se laisser diviser, les travailleurs résistent aux licenciements avec de plus en plus de succès. Que le licenciement soit individuel (on veut écarter un empêcheur d'exploiter en rond) ou collectif (reconversion dans des secteurs où il y a plus d'argent à gagner, prolétariat pas assez « serein », etc.), et la grève éclate pour la « réintégration immédiate », pour le « maintien de l'emploi ».

Dans les ateliers, les usines, les bureaux, on a appris à prendre cette affaire en main dès le départ. Attendre la dernière minute, dit-on aujourd'hui, c'est se condamner à la division, l'impuissance, le suicide. Dès lors, il fallait bien faire quelque chose du côté du patronat et des ministres.

La « loi Faure » prévoit que c'est au patron qui licencie d'apporter la preuve du bien-fondé de sa décision. En cas de contestation du travailleur, l'affaire irait devant la justice qui, comme chacun sait, est placée sous l'autorité réelle de la bourgeoisie.

Le bénéfice sera mince pour les travailleurs : un peu de publicité sur leur exploitation. Mais c'est mieux que rien, et il faut le prendre. Sans se faire d'illusion : tant que le pouvoir politique de la bourgeoisie ne sera pas détruit, les patrons licencieront, « avec ou sans gants »

M. C. ■

## ● Le Trappeur, mauvais payeur

Grève avec occupation des locaux aux usines « Le Trappeur » de Draguignan, fabrique de chaussons de cuir. Trente ouvriers n'ont pas été payés depuis huit mois. Dette du patron : 290.000 F. Soutien du P.S.U., de la C.F.D.T. et de groupes de lycéens.

Correspondance ■

## ● Bourron : depuis 40 jours

Les travailleurs de la raffinerie de Bourron-Marlotte (située entre Fontainebleau et Nemours) sont maintenant en grève depuis plus d'un mois. L'usine est occupée par les 80 grévistes depuis le 2 novembre.

Pourquoi la grève ?

La raffinerie de Bourron qui dépend du groupe Antar est la seule unité française fabriquant des huiles et graisses spéciales. Les ins-

tallations n'ont pas été modernisées et depuis deux ans, les effectifs sont passés de 240 à 140 travailleurs, ceci bien que le carnet de commande soit assuré sur plusieurs mois (armée de l'air, marine, URSS...). Ce n'est d'ailleurs pas sans difficulté maintenant que la raffinerie assure sa production.

En juillet dernier, le licenciement de 20 travailleurs déclenchait une première grève avec occupation. Finalement ceux-ci acceptèrent les indemnités versées pour les travailleurs volontaires au départ.

Dans la boîte, un seul syndicat, la CFDT qui s'est implantée en 69, obtenant rapidement une amélioration des conditions de salaire et de travail. Mais depuis deux ans, les augmentations n'ont été que de 3 %.

Le 1<sup>er</sup> octobre, la direction dénonce la convention collective, ce qui a pour conséquence de réduire les salaires de 18 %.

Des démarches sont effectuées, mais la direction s'installe dans son refus de négocier. La grève est alors votée par la majorité du personnel et le PDG part en vacances.

Les forces en présence

Antar avait décidé, après expertise, d'abandonner progressivement la production d'une unité considé-

rée comme vétuste et dont elle venait de prendre le contrôle (46 %). D'où sa politique de débauchage progressif, d'où la semi-indifférence de la direction devant cette grève.

Comme pour la grève d'avant les vacances, la section CFDT a fait appel à toutes les organisations présentes dans la région. Un comité de soutien est né regroupant PSU, Ligue, PS, CFDT. La CGT et le PC se sont retirés discrètement après la première réunion.

Aujourd'hui

Les travailleurs de Bourron espèrent le soutien massif des entreprises de la région.

## ● Paray : un mois

L'entreprise Fauchon-Baudot — produits réfractaires — est réputée dans la région pour ses salaires de misère (4,46, 4,68, 4,87 F de l'heure) et ses conditions de travail infernales. Elle emploie de nombreux travailleurs immigrés dont certains (algériens) sont logés dans des conditions rudimentaires pour 53 F par mois retenus sur la paye.

Jusqu'à présent, les travailleurs de cette entreprise n'étaient jamais entrés en lutte en dehors des grands mouvements nationaux (maîtrise flicarde).

Le service entretien de la boîte avait des revendications : 0,50 F de l'heure et révision des qualifications. Refus constant de la direction. En octobre, grève d'avertissement de 24 heures. Le 3 novembre débrayage pour une grève illimitée.

Les autres services ont aussi des revendications salariales.

Si bien que le 14, toute l'usine débraye (sauf la maîtrise). Aussitôt, la petite équipe du départ contacte les travailleurs en grève et demande leur accord pour la création d'un comité de soutien ayant pour rôle de faire connaître les raisons de la grève, d'organiser le soutien financier.

Avec l'accord des grévistes, une réunion de création du Comité de Soutien a lieu où les travailleurs expliquent les raisons de leur grève. L'action démarre : affiches et tracts expliquant salaires, conditions de travail, rapports avec la maîtrise sont collées et distribués avec les grévistes. Le dimanche, collectes en ville (messe, PMU, stade) rapportent 460 F qui sont aussitôt versés au Comité de grève

(comprenant bizarrement deux membres de l'UL-CGT ne travaillant pas dans la boîte).

Pendant ce temps, les négociations continuent sans résultat sérieux.

Le 18, la direction générale ne lâche rien, le lundi 20, l'usine est occupée. La solidarité s'étend aux usines de la région où des collectes sont organisées par les syndicats.

Lundi 27, l'UL CGT appelle seule, et c'est regrettable, à un rassemblement de protestation contre l'intransigeance du patron.

Comme il fallait s'y attendre, le Comité de Soutien fait l'objet de mises en garde, discrètes pour le moment, de la part de l'UD CGT et est systématiquement ignoré par l'UL. C'est dommage pour l'unité nécessaire dans la lutte, mais le Comité de Soutien a la confiance des travailleurs et agit en accord avec eux, ce qui est le principal. Donc, l'action continue. Bientôt un mois de grève pour le service « entretien », deux semaines déjà pour l'ensemble de la boîte.

Dernière minute : La grève vient de s'achever après un accord qui donne largement satisfaction aux grévistes.

Correspondance ■

# ACTION PSU

## Éditorial :

# Un congrès au pays d'oc

**D**EPUIS plusieurs mois, les luttes se multiplient en Occitanie. Certes, il y a le Larzac qui symbolise l'affrontement de toute une région avec le pouvoir central, mais il n'y a pas que le Larzac : autour du plateau millavois, de nombreux autres foyers se sont allumés.

La SAMEX, en Aveyron, Thuir dans les Pyrénées-Orientales, la COMURHEX dans l'Aude, Figeac après la fermeture de Puyblanc dans le Lot, Saint-Girons en Ariège, Lacq dans les Basses-Pyrénées...

Des foyers qui s'étendent, ranimés par la volonté d'un pays qui ne veut pas mourir.

En Occitanie, comme ailleurs, une des tâches prioritaires du mouvement révolutionnaire est de travailler à réaliser l'unité de la classe ouvrière et des couches sociales qui lui sont liées. Une unité qui naît, grandit dans la réalité quotidienne, dans l'action commune. Une force faite de dialogue, de confrontations, d'échanges, à partir d'expériences vécues.

L'effort des militants PSU de Midi-Pyrénées s'inscrit dans cette perspective.

## Une nouvelle structure

A l'occasion du VIII<sup>e</sup> Congrès du PSU qui se tiendra à Toulouse les 9, 10 et 11 décembre, ils proposeront une nouvelle structure régionale correspondant mieux à la réalité de leur pratique.

Dans le domaine de la chimie, branche industrielle importante pour tout le Sud-Ouest de la France, des travailleurs se retrouvent régulièrement. Ceux de l'APC (ex-ONIA) à Toulouse, apprennent ainsi comment une forme nouvelle de démocratie ouvrière est née à l'usine Ugine-Kuhlman de Marignac, comment les travailleurs de Lacq ont pu contrôler la production durant la dernière grève. Rencontres également entre les travailleurs des entreprises et les paysans. Ceux du Larzac ou d'autres régions. Ces deux mondes du travail se sont souvent ignorés, parfois affrontés. La victoire dépend aussi de leur rapprochement et de la découverte réciproque que, sous des formes différentes, leur exploitation est la même.

Après les manifestations du 14 juillet, à Rodez, du 28 octobre à La Cavalerie, au centre du plateau, le meeting qui se tiendra à Toulouse, le 15 décembre, n'a pas d'autre but. Des paysans bretons, des travailleurs du Joint Français viendront expliquer comment la lutte se passe là-bas.

Luttes économiques, mais aussi luttes idéologiques. L'école reste au centre de ces dernières.

## Des collectifs "école"

Après de longues hésitations, une politique se définit. La rencontre de Montauban, en mai dernier, marque un virage important. La réflexion sur les luttes à l'école doit être commune aux étudiants et lycéens, aux enseignants, aux parents d'élèves, mais aussi et peut-être surtout aux travailleurs.

Il ne s'agit pas de le dire, il faut le faire, et la nécessité d'une intervention sur les problèmes de formation permanente le rappelle.

La création de « Collectifs école » permettant cette réflexion est lancée. Des réunions ont eu lieu à Moissac, Rodez, Decazeville, Toulouse. Au-delà du problème de l'école, c'est celui de l'éducation en général qui est abordé, celui de la famille qui lui est directement lié. Partout, les discussions et décisions pratiques qu'elles entraînent montrent que la manière d'aborder ces questions est juste.

Luttes politiques aussi. La campagne législative qui approche doit être pour nous l'occasion d'expliquer au niveau de la région et non de manière isolée, circonscription par circonscription, que le sous-développement régional n'est pas le fait du hasard ou de mauvais patrons et commerçants comme l'affirmait Alexandre Sanguinetti lors de son dernier débat avec le Parti communiste au Palais des Sports de Toulouse.

Il est la conséquence logique d'un système qui n'hésite pas à s'installer avec armes et bagages dans un désert comme Fos si cela lui procure du profit.

A partir des réalités quotidiennes de la lutte des classes, les délégués au VIII<sup>e</sup> Congrès PSU devront réfléchir. Réfléchir non pas pour eux-mêmes ou pour leur or-

Suite page 10

# LE MIDI BOUGE

Outre les grèves nationales des fonctionnaires, cheminots, nous assistons à une recrudescence des conflits sociaux particuliers et parfois durs dans notre région. Si l'action nationale peut avoir son importance dans le rapport des forces, il est indéniable qu'elle reste traditionnelle, rituelle même, et qu'elle laisse très peu de place à l'initiative de la base. La grève dans l'enseignement technique paraissant être la seule à témoigner d'une volonté de lutte certaine de la part des travailleurs concernés. Par contre les luttes particulières, spécifiques à telle ou telle boîte, sont beaucoup plus riches en enseignements pour le mouvement révolutionnaire.

**L**ES principaux conflits ont été ces derniers temps ceux de la SNPA à Lacq et à Pau, de la CERAVER à Bazet (65), de la COFAZ à Pierrefitte, des auxiliaires des P et T à Argelès, de PU Kullman à Marignac (31), des employés de commerce à Tarbes. Les caractères essentiels de la conjoncture économique et sociale de la région peuvent se résumer ainsi :

— Inquiétude générale devant la stagnation du développement industriel et dans certaines entreprises devant la réduction de la production, notamment dans la chimie (cas de COFAZ à Pierrefitte, PUK Marignac, PUK Azote Lannemezan, PUK Aluminium Lannemezan, SNPA Lacq). Dans le cas de la COFAZ, on peut même craindre un déplacement de l'usine entière.

— Menaces constantes sur l'emploi. Licenciements des travailleurs des entreprises extérieures sans protection (plusieurs centaines). Déclassement des ouvriers qui, de la production, passent au volant de main-d'œuvre sans poste fixe avec, bien entendu, des pertes de salaire allant de 200 à 500 F par mois. (Ce phénomène se rencontre notamment dans les usines du groupe Pechiney-Ugine Kulman.) Blocage de l'embauche : les départs à la retraite ne sont plus remplacés. Liquidation des auxiliaires, notamment dans les P et T. Déplacement dans d'autres usines hors région de nombreux travailleurs, particulièrement la SOCATA (SNIAS), PUK Marignac ont connu cette situation au printemps.

— Retard dans les salaires. C'est le cas notamment dans la métallurgie. Il a fallu par exemple plus d'un an pour rattraper la moyenne départementale chez Soule à Bagnères (65) et les employés de commerce sont en désaccord total avec la Chambre patronale à propos de leur grille de salaire.

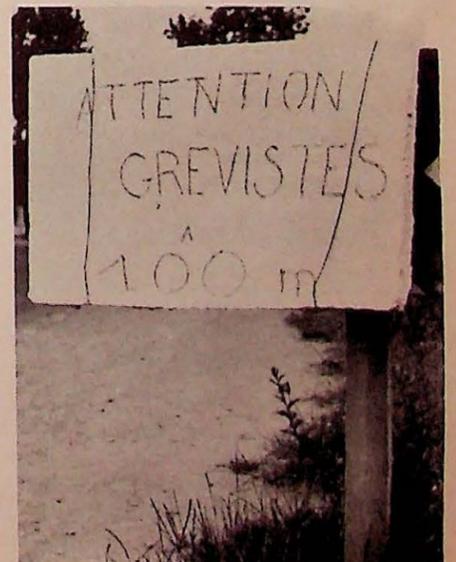
Dans ce contexte, les revendications mises en avant par ces luttes ont des traits communs : pouvoir d'achat, sécurité de l'emploi, puis viennent réduction du temps de travail, mensualisation, congés, retraites, droits syndicaux, etc. Dans certains cas, c'est le pouvoir d'achat, donc les salaires, qui constitue le motif essentiel du combat (employés du commerce, CERAVER, par exemple). Parfois, c'est surtout la défense de l'emploi qui est au centre des préoccupations ouvrières : Marignac, SNPA, PUK azote, PUK aluminium, SOCATA.

D'autres conflits, comme celui de la COFAZ à Pierrefitte, semblent donner une importance égale aux deux thèmes.

Quoi qu'il en soit, l'orientation prise par la classe ouvrière dans ses combats est nouvelle et porteuse d'espoir.

1. Prise de conscience plus grande qu'une entreprise (fût-elle du secteur public : P et T, SNPA), qui échappe au contrôle des travailleurs est capable d'exploiter aussi durement que le privé. La nécessité de s'attaquer à l'Etat-patron se précise.
2. La pratique des Assemblées générales souveraines au moment de la lutte se développe.
3. Cette pratique a pour conséquence de sceller l'unité ouvrière et d'imposer l'unité intersyndicale quand celle-ci est compromise.
4. L'axe du contrôle s'impose et apparaît comme devant être la base du succès. Le contrôle de la production permet aux travailleurs de garder l'initiative face à la direction ou au patron. La volonté autogestionnaire des travailleurs de notre région n'est pas un mythe. Ils le prouvent dans l'organisation même de leurs mouvements et dans la mise en pratique de la stratégie du contrôle ouvrier qui gagne nettement du terrain.

(Correspondant Hautes-Pyrénées et secteur régional entreprises.)



# en direct du Larzac



## interview de deux agriculteurs par un militant du PSU

● Depuis cet été, quelles ont été vos actions ?

— Depuis la manifestation de juillet il n'y a rien eu de très spécial. Le 15 octobre nous avons appris par la presse l'ouverture de l'enquête d'utilité publique. Cette enquête s'est déroulée du 16 au 30 octobre.

● Pourquoi avez-vous répondu à cette enquête ?

— Nous avons répondu à cette enquête parce que c'était un moyen d'expression à notre portée. Si nous n'avions pas répondu on nous aurait

dit : « vous gueulez tout le temps et quand on vous donne un moyen d'expression vous ne répondez pas. »

— Nous avons exposé notre refus de l'extension du camp. Dès le début de l'enquête nous avons fait une manifestation avec deux mille brebis qui ont envahi la place de la mairie. Pour montrer notre détermination de rester ;

— Ensuite nous avons inscrit sur les registres une phrase commune : « J'estime que l'extension est une catastrophe pour toute la région comme pour les hommes. Je ne partirai pas quels que soient les moyens employés pour me chasser. » Puis chacun a exprimé ses griefs. Les comités d'action sont venus déposer leurs remarques.

— L'évêque est également venu. Il faut reconnaître que l'atmosphère était flicquée. On ne pouvait pas tous entrer ensemble. Il y en avait en haut, en bas, la mairie était truffée de flics. Sauf le dernier jour où M. Bruel est venu, nous avons pu entrer à vingt ou trente.

— Cette enquête s'est terminée par une manifestation symbolique. Les 103 agriculteurs ont planté un arbre, symbole de l'enracinement. Il faut noter qu'à notre appel de nombreuses lettres sont arrivées à la Cavalerie pour protester contre l'extension du camp.

— Nous avons aussi organisé la manifestation de Paris parce que nous avons pris l'habitude de riposter pour sensibiliser toute la France par les canaux de la presse nationale.

● Des militants du P.S.U. vont passer en jugement pour avoir peint sur les routes des mots d'ordre contre le camp. Quel soutien leur apportez-vous ?

— Du moment que c'était des gars qui nous soutenaient il était de notre devoir de les aider.

● Comment allez-vous les soutenir ?

— Demain ces militants seront devant le tribunal de Millau ; nous y serons aussi, et nous verrons comment riposter si ils sont condamnés. Nous les soutenons comme nous soutenons l'agricultrice du Larzac qui est accusée d'avoir peint sur les monuments « aux morts ».

● Dans la suite quelles actions envisagez-vous ?

— Debré avance avec son rouleau compresseur, après l'enquête, ensuite nous aurons le décret qui sera certainement pris. Nous attendons le résultat de l'enquête pour que l'on ne puisse nous accuser de ne pas tenir compte de son avis. Ensuite nous monterons sans doute à Paris avec nos tracteurs.

● Pourquoi à Paris ?

— Bien sûr, nous comme tous les Occitans, nous n'attachons aucune valeur particulière à Paris. Mais il faut reconnaître que Paris reste le lieu où se prennent les décisions en France, hélas ! Et puis en montant à Paris nous traverserons une partie de la France, un tracteur ne marche pas vite, on aura le temps de parler avec les gens. Certainement nous n'arriverons pas à Paris seuls, si on nous y laisse arriver.

● Nous sommes le 23 novembre, peut-on prévoir aujourd'hui la date de cette manifestation ?

— Nous devons rester mobilisés pour riposter à toute nouvelle action de Debré. Quelle que soit la période. Il est certain que les Renseignements Généraux savent qu'en hiver il y a l'agnelage, puis la traite deux fois par jour. Mais nous partirons même dans cette période.

● Que ferez-vous si on vous arrête sur la route ?

### TOUT SUR LE SUD DE L'HEXAGONE

- Langue et littérature d'oc
- Régionalisme — Catharisme
- Histoire — Politique et Sociologie, en France et dans le monde
- Disques, Folk
- Presse parallèle

à la

LIBRAIRIE OCCITANE  
32, rue Grenouilla  
47000 - AGEN

Catalogue et envois par correspondance





Collombert

## ● SNPA : un combat significatif

Début novembre, pendant plus d'une semaine, les travailleurs de Pau et Lacq de la S.N.P.A. (Sté Nationale des Pétroles d'Aquitaine) sont passés à l'action. Le conflit trouve son origine dans la précaire situation de l'emploi et dans l'avenir industriel compromis de la région. Depuis quelque temps ces travailleurs avaient les plus grandes craintes pour 125 de leurs camarades sans poste organique, la société voulant se débarrasser d'eux. Sur l'avenir industriel il est clair que le capitalisme est en train de brader l'économie locale après avoir pillé, à son seul profit, les ressources naturelles, sans prévoir les investissements nécessaires au développement industriel.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes à Lacq. Qu'on en juge ! En dix ans la S.N.P.A. a réalisé un chiffre d'affaires de 6.713 millions de francs et n'a investi dans la région que 15 millions de francs au titre de l'industrialisation.

### La riposte

Courant octobre deux agents étaient licenciés contre l'avis de la commission paritaire. Les travailleurs ripostaient alors et décidaient en Assemblée Générale, (un millier de personnes) la grève du personnel de surface et la baisse de production de gaz au minimum technique pour le 30 octobre (19 millions de m<sup>3</sup> au lieu de 32 en temps normal). Par la suite le mouvement n'a cessé de gagner en ampleur malgré les menaces patronales.

L'unité ouvrière (cadres compris) s'est réalisée autour de la défense de l'emploi et de la plate-forme revendicative : arrêt de l'envoi de lettres individuelles de licenciement, embauche du personnel régulier ou temporaire utilisé de façon permanente, institution d'un véritable protocole des retraites, salaires, égalité des droits aux congés pour

tout le personnel, extension du droit syndical.

A noter que le contrôle de la production a considérablement réduit l'activité de toutes les usines de la région consommant du gaz. Le secteur régional chimie du P.S.U. étudiera dans le détail ces répercussions susceptibles d'enrichir sa ligne stratégique.

Finalement après quelques jours de lutte ouvrière la Direction a accepté de négocier sur un nouvel accord-cadre.

Ce mouvement revêt dans la région une importance capitale, par ses objectifs, ses formes d'action, l'élaboration de l'action, ses conséquences sur l'unité ouvrière.

### Les acquis du mouvement

Nos camarades du P.S.U. de la S.N.P.A. les résumant ainsi :

- 1 ASSEMBLEE GENERALE DES TRAVAILLEURS, PRENANT DES DECISIONS.
- 2 MAITRISE DU MOUVEMENT, PAR LE CONTROLE PERMANENT DE LA PRODUCTION.
- 3 RAPPORT DE FORCE FAVORABLE AUX TRAVAILLEURS, POUR FAIRE ABOUTIR LES REVENDICATIONS.

Dès le lundi 30 octobre, l'ASSEMBLEE DES TRAVAILLEURS, a pris clairement ses responsabilités, devant l'intersyndicale qui lui demandait de surseoir à l'ordre de grève, sur la proposition de la direction de faire une table ronde sur l'embauche des régies, et d'examiner les cas des 125 agents sans poste organique constituant en fait des LICENCIEMENTS DEGUISES.

Quelles sont les conséquences positives de cette décision des travailleurs ?

- l'Intersyndicale, c'est-à-dire tous les syndicats participant à l'ac-

tion, ont accepté les décisions de l'Assemblée Générale.

— Durant la première semaine, l'UNITE, si chère aux travailleurs, s'est trouvée réalisée, ce qui a forcé l'unité de l'intersyndicale.

— Les positions sorties des Assemblées Générales de travailleurs, ont été l'expression de la démocratie active des travailleurs en grève, sans aucune domination hiérarchique de quiconque. De nombreux travailleurs interviennent. On peut toutefois remarquer que ces interventions sont encore insuffisantes : le saut de la barrière reste difficile.

### Contrôle de l'appareil de production

L'initiative des travailleurs et du Comité de grève intersyndical a été rendue possible par la maîtrise exercée sur la PRODUCTION (réduite au minimum technique). Tous les camarades postés en grève, restent sur les installations et contrôlent l'appareil de production.

Dans le cas de la sortie du personnel posté pour cause d'arrêt d'unité, l'initiative passerait des travailleurs à la Direction qui imposerait plus facilement le niveau de production sur les unités restant en fonctionnement, en prenant prétexte de toutes les clauses de sécurité possibles et imaginables (le pipe, les usagers, le maintien de l'outil de travail...)

LE RAPPORT DES FORCES FAVORABLE AUX TRAVAILLEURS POUR FAIRE ABOUTIR LEURS REVENDICATIONS, EST LA CONSÉQUENCE DIRECTE DES DEUX PREMIERS POINTS : PUISSANTE UNITE ET DETERMINATION DES TRAVAILLEURS QUI S'EXPRIMENT PAR LES ASSEMBLEES GENERALES, MAITRISE DE L'APPAREIL DE PRODUCTION, TOUTES LES UNITES RESTANT EN MARCHÉ AU MINIMUM TECHNIQUE.

CORRESPONDANT. ■

(Article rédigé à partir d'informations fournies par le groupe entreprise S.N.P.A.)

— On a proposé de continuer en vélo. Mais comme nous serons nombreux il sera difficile de nous arrêter. Les agriculteurs de la région où nous seront pourront nous prêter leurs tracteurs.

● Quel soutien attendez-vous des agriculteurs et des organisations agricoles ?

— Il est important que nous soyons soutenus par la FNSEA.

● Quel soutien attendez-vous des comités d'action ou des organisations politiques ou syndicales ?

— Nous aurons le soutien de certains syndicats ouvriers. Bien sûr pour les comités d'action il n'y a pas de problème... Pour les partis politiques ils peuvent nous aider à tenir les gens mobilisés pour éventuellement une manifestation de masse à Paris. Je pense que l'essentiel est qu'ils soient mobilisés avec nous. Nous sommes victimes d'une injustice, et sans être récupéré par personne, le soutien des partis est important. ■



Collombert



## ● Chez Métaux spéciaux à Marignac

Toutes les grèves depuis 67 jusqu'en début 1972 sont déclenchées à l'initiative du bureau syndical CGT et sont suivies par 95 % du personnel ouvrier même quand le bureau syndical FO est contre. Depuis janvier 1972, les réunions du bureau syndical CGT font place aux réunions du conseil syndical.

Au cours de sa première réunion le Conseil syndical décide de s'en remettre aux Assemblées générales des travailleurs pour toutes décisions. Ces A.G. sont provoquées sur le lieu de travail et pendant les heures de travail. Elles rassemblent les travailleurs quelles que soient leurs appartenances syndicales. Au cours de ces assemblées, les délégués font les comptes rendus des réunions syndicats-patron, amenant ensuite les discussions sur les revendications et les prises de position sur les mouvements à entreprendre.

Au mois de juin, une grève de 24 heures est décidée en AG. Trois semaines plus tard, une autre grève de 4 heures par poste est décidée par le bureau syndical. Si ce dernier mouvement est suivi à 95 %, la réaction des travailleurs n'en est pas moins violente et critique vis-à-vis du bureau syndical :

— Les travailleurs n'admettent plus que des grèves soient déclenchées sans qu'elles aient été discutées en AG (et sur leur portée et sur leur durée). Certains ateliers remettaient en cause leur adhésion au syndicat, des camarades allant jusqu'à traiter les délégués de vendus ;

— Refus de ne faire que 4 heures de grève car la production perdue est vite rattrapée, tout en acceptant que quelques

catégories (personnel à la journée) ne fassent que 4 heures car ils sont plus défavorisés au point de vue salaires et avantages.

Grâce aux réactions et critiques de ces camarades, les membres du Conseil syndical hostiles aux AG en ont admis le fait et ne se risqueraient plus à prendre des décisions sans en débattre avec les travailleurs.

Ces assemblées générales ne permettant pas au maximum de travailleurs de s'exprimer, des réunions supplémentaires par atelier ont été décidées.

Au cours de ces réunions la discussion est plus ouverte et permet d'approfondir beaucoup plus les problèmes qui se posent aux travailleurs : organisation du travail, hygiène et sécurité, hiérarchie, coefficients et salaires, etc.

Ces nombreuses grèves qui ont lieu à Marignac n'ayant pas, le plus souvent, amené des résultats très positifs, les travailleurs, en AG, ont essayé de définir d'autres moyens de lutte. Ceci a abouti à la proposition par des travailleurs d'un éventuel contrôle de la production. De nombreuses discussions ont eu lieu autour de cette proposition.

Cette évolution dans les luttes menées à Marignac, si elle peut paraître lente, n'en reste pas moins la preuve de la prise de conscience des travailleurs de l'usine et de leur désir de prendre en charge eux-mêmes leurs affaires.

GRUPE ENTREPRISE PSU ■

Effectif : 428 salariés dont 350 ouvriers. Taux de syndicalisation 75 à 80 %, dont les trois quarts à la CGT.

# AIR FRANCE : l'autorité en question

Accroître la productivité — tel est le leitmotiv permanent que nous entendons.

Mais lorsque cet accroissement se fait sans moyens nouveaux, ce sont les travailleurs qui seuls l'assurent et ce, au détriment de leurs conditions de travail. C'est ce qui se passe à Air France.

Depuis plusieurs années, les conditions de travail ne cessent de se détériorer.

- par SOUS-EFFECTIF chronique ;
- par la RECHERCHE d'abaissement des temps de visite sur les avions ;
- par DEQUALIFICATION de certains travaux ;
- par la SUPPRESSION d'un certain nombre de contrôles ;
- par la SUPPRESSION de temps de repos pour ceux travaillant dans des positions inconforta-

bles et dans des atmosphères polluées (réservoirs d'avions).

Tout cela amène et provoque un certain nombre d'incidents de plus en plus fréquents. C'est à la suite d'un de ces incidents que le conflit s'est déclenché, et ceci pour deux faits bien précis.

— le premier, c'est la façon dont la direction a fait revenir rapidement de Paris un des travailleurs soi-disant responsable de l'incident.



Contre le pouvoir monarchique dans l'entreprise.

Sans aucune explication sur son retour précipité — tel un prévenu. — la deuxième raison étant la menace immédiate de sanctions aux « responsables » supposés de l'incident.

Pour ces deux motifs, la totalité des travailleurs de l'atelier arrêtaient le travail pour se réunir en A.G. au cours de laquelle ils décidaient unanimement :

— de faire savoir au chef d'atelier qu'ils refusaient d'être traités comme des objets ou des esclaves sur qui la direction aurait tous les droits ; qu'ils refuseraient quelque sanction que ce soit, dans la mesure où les incidents survenus n'étaient pas le fait d'une mauvaise conscience professionnelle du personnel, mais bien les conséquences directes de la dégradation des conditions de travail dont seule la direction porte la responsabilité. Une semaine plus tard, au cours de la réunion mensuelle des délégués du personnel avec la direction, cette dernière confirmait sa volonté de sanctionner les « responsables » des incidents.

Dès le lendemain midi pendant le repas, réunion du conseil syndical C.G.T. de l'atelier (une quarantaine de travailleurs) qui décide de convoquer une A.G. l'après-midi. Cette A.G., soutenue par les sections locales C.G.T. et F.O., confirmait son refus des sanctions, décidait

d'aller le signifier au directeur alors présent dans l'atelier, ce qui fut fait.

Ce conflit en cours nous permet déjà de tirer un certain nombre d'enseignements.

— tout d'abord l'importance de l'A.G. qui, si elle permet un débat démocratique, assure plus que tout autre moyen la mobilisation rapide des travailleurs, leur fait prendre conscience de leur force collective et est déjà une action dans la mesure où elle se déroule pendant et sur le lieu de travail. Il reste que nous devons encore réfléchir sur la manière de mieux préparer ces A.G. et surtout quelles propositions pratiques d'actions nous avons à formuler. Mais nous savons aussi que seul l'apprentissage par tous de cette démocratie ouvrière nous permettra de résoudre bien des problèmes.

— le deuxième enseignement de ce conflit est l'absence totale de la maîtrise dans la lutte. Pour certains cela n'est pas important. Il est pourtant évident que l'absence de cette maîtrise pèserait lourdement dans l'issue des conflits en cours ou à venir. Nous avons donc un gros travail d'explication à avoir envers cette catégorie de personnel qui tiraillée entre la direction et les ouvriers, a choisi pour le moment le camp qui n'est pourtant pas objectivement le sien.

Il est du reste symbolique de remarquer qu'au moment où se tenait l'A.G. du personnel ouvrier, la direction en profitait pour réunir la maîtrise.

— Le 3<sup>e</sup> enseignement qui politiquement est le plus intéressant est le caractère QUALITATIF de ce conflit.

Refus d'être considéré comme des objets.

Refus d'accepter des sanctions. Amélioration des conditions de travail.

Tout ceci démontre la remise en cause de plus en plus forte par les travailleurs de ce pouvoir monarchique dans l'entreprise et leur volonté de contrôler eux-mêmes tout ce qui fait leur vie ; ce pouvoir qui par sa nature même ne peut survivre qu'en flattant les uns et en réprimant les autres.

C'est à l'approfondissement de cette prise de conscience que les militants doivent donner la priorité.

Par la remise en cause permanente de ce pouvoir aliénant et dégradant pour l'homme et parallèlement en proposant aux travailleurs un projet politique dans lequel ils se reconnaissent non seulement au niveau de l'avoir mais surtout au niveau du pouvoir.

Le groupe P.S.U. Air-France.

## Éditorial (fin)

ganisation mais pour que cette organisation qu'est le PSU soit un élément moteur du mouvement révolutionnaire. C'est-à-dire essentiellement pour qu'il soit compris par ceux auxquels ils s'adressent et qui, bien souvent, de manière plus ou moins consciente, se reconnaissent dans leur combat.

## Au delà du contrôle

Il y a quatre ans, le PSU lançait le débat sur le contrôle ouvrier. La théorie est devenue pratique. Le contrôle ouvrier est une réalité que l'on n'enferme plus dans les livres. Aujourd'hui, il faut aller plus loin. Nos camarades de Marignac, d'Air France à Toulouse, pour ne citer qu'eux, s'ils ont pu vérifier dans les faits la force mobilisatrice de cet axe stratégique, ont pu également apprécier ses limites qui sont celles de l'entreprise.

Une démocratie ouvrière nouvelle, un contrôle des cadences, de la production. Bien, mais après ? Au-delà ? La seule popularisation du contrôle ouvrier n'est plus suffisante. A l'attente des travailleurs et de tous ceux pour lesquels la revendication du pouvoir devient essentielle, il faut essayer de répondre. Essayer de répondre aux questions qui se posent pour la période présente : « Sur quelles bases sociales, à partir de quelles forces, et avec quelle direction ferons-nous la révolution ? » Essayer également de répondre aux questions qui se posent pour un futur que l'on souhaite proche : « Sur quels axes devrait reposer la société socialiste pour éviter de retomber, autant que faire se peut, dans les erreurs du passé ? Sous quelles formes s'exercerait le pouvoir ? Quel serait le rôle de l'armée, de la police, par exemple ? » Répondre précisément à cette question formulée d'un mot et qui revient souvent : l'« autogestion ».

A partir des deux ensembles de textes qui lui sont proposés : « Contrôler aujourd'hui pour décider demain » et « Vers le communisme », le PSU dispose de matériaux précieux pour mener à bien ce travail.

La capacité des délégués à pouvoir, durant trois jours, ne pas oublier la réalité des luttes quotidiennes dans lesquelles ils sont engagés, reste le meilleur gage pour qu'à la fin de son VIII<sup>e</sup> Congrès, le PSU puisse proposer un projet politique global définissant les buts et les moyens de la révolution socialiste dans la France d'aujourd'hui.

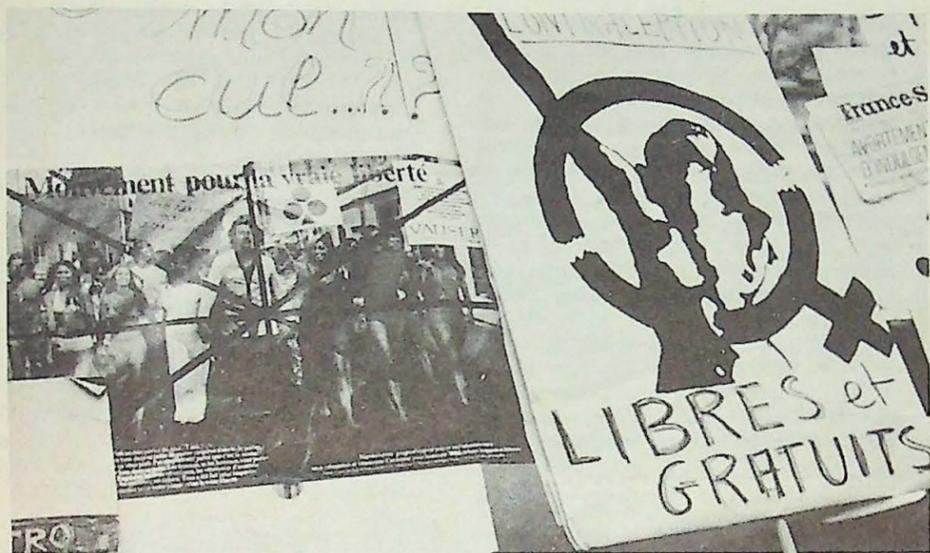
Il appartiendra ensuite à tous ceux qui se battent contre l'exploitation capitaliste de vérifier dans les faits le contenu de nos affirmations, de préciser nos propositions.

Le projet politique, les mots d'ordre autour desquels les travailleurs se mobiliseront, tout comme la révolution elle-même, seront l'expression, l'action des travailleurs et de tout le peuple ou ils ne seront pas.

ACTION PSU ■

Tous les mois: ACTION PSU  
Toutes les semaines: TRIBUNE SOCIALISTE  
L'Hebdomadaire national du P S U  
Abonnez-vous !

# Pour la libération sexuelle



Pascal LEBRUN

On ne le répétera jamais assez, l'avortement et la contraception sont choses liées. L'avortement n'est qu'un pis-aller et n'est pas une méthode contraceptive. Nous nous battons pour la contraception libre et gratuite et pour l'avortement libre et gratuit.

La semaine dernière « TS » a axé son dossier principalement sur l'avortement. Cette semaine le débat s'élargit et par-là même doivent s'élargir les perspectives de travail des militants.

Dans ce pays, maintenant que l'on parle de l'avortement, le pouvoir répond en proclamant la nécessité de prévenir l'avortement par la contraception. Mais il a bloqué toute possibilité de diffusion réelle de la contraception. La véritable question réside en ce que le pouvoir actuel ne veut pas que les hommes et les femmes aient une sexualité réellement libre.

Avortement, contraception, divorce, éducation sexuelle, telles sont les possibilités que le pouvoir cherche à bloquer à tout prix, même par l'hypocrisie et au risque de faire pleurer M. Neuwirth...

Nous avons rencontré Jean Gondonneau, militant du PSU et secrétaire général du Mouvement Français pour le Planning Familial. Pourquoi cela ? Parce que, contrairement à ce que l'on croit trop souvent, le Planning a des perspectives de travail très larges. Au cours de son Congrès de juin dernier, le MFPF rappelait qu'il « se fixe comme objectif la lutte contre toute forme de répression sexuelle ». Concrètement cela veut dire que « le droit de la jeunesse à une vie sexuelle libre exige l'utilisation des moyens de contraception par les mineurs » ; que « seul le divorce par consentement mutuel respecte la liberté de l'individu et du couple » ; que le MFPF « souhaite l'abrogation de la loi sur l'avortement ».

De tout cela nous nous sommes entretenus avec Jean Gondonneau qui est aussi l'un des auteurs du rapport « Le comportement sexuel des Français » (1).

Patrick GANCEL.

(1) P. Simon, L. Mironer, A.-M. Douren-Rollier, J. Gondonneau : le comportement sexuel des Français. Editions Julliard.

## Le planning familial et le gouvernement



« TS ». — Pourquoi acceptes-tu de t'entretenir avec « TS » ?

Depuis le 15 octobre 1972, la presse (quotidiens nationaux et régionaux, hebdomadaires), la radio et la télévision se font l'écho des difficultés financières du Mouvement Français pour le Planning Familial (MFPF) et du conflit qui l'oppose ouvertement au gouvernement et aux Pouvoirs publics. Depuis un mois, le Planning Familial est devenu un sujet d'actualité dont le procès de Bobigny et l'affaire Carpentier illustrent l'importance et la gravité. Aujourd'hui, personne n'oserait plus présenter les responsables du Planning Familial comme l'association plus ridicule que dangereuse de dames de bonnes œuvres exaltées et de médecins polarisés sur des sujets qu'il n'est pas prudent de débattre publiquement, en leur faisant franchir la porte des cabinets médicaux.

Les orientations du Planning familial sont combattues et ses choix politiques contestés. La motion du congrès des 5 et 6 juin 1972 sert de cible aux accusateurs du MFPF. Son Bureau National ne manque pourtant pas actuellement ni de critiques ni de suggestions, et dans « France-Soir » du 26 octobre 1972, un conseiller (les conseillers ne sont pas les payeurs !) insinue : « ... Le temps est loin où les responsables du Planning Familial se gardaient de se laisser entraîner à des positions risquant d'être taxées d'excessives. Dans le passé, chaque mot

d'une motion était pesé pour emporter l'assentiment du plus grand nombre. L'essentiel seul comptait : la diffusion des connaissances en matière de contraception pour que les femmes soient de moins en moins acculées à la solution du désespoir : l'avortement, et l'on préférerait laisser implicitement le soin à chaque médecin d'aider une très jeune fille plutôt que de proclamer ouvertement le droit de ces petites à la vie sexuelle... Il suffirait peut-être d'un peu de diplomatie de la part du Bureau du Planning Familial, de reprise de contacts avec les délégués du patronat, de ceux des syndicats qui ont voté non aux subventions. »

### une lutte de classe

Si l'opinion publique a été abreuvée de nombreux commentaires sur la situation actuelle du Planning Familial, la présentation de ses objectifs et de son projet politique n'ont jamais été exposés avant d'être critiqués. La presse bourgeoise n'est jamais embarrassée par un souci d'objectivité. Aussi estimons-nous indispensable que les lecteurs de « Tribune socialiste » aient tous les éléments pour apprécier la complexité d'un problème dont il devient difficile d'escamoter la gravité.

En ne donnant pas les moyens matériels et financiers d'appliquer la loi du 28 décembre 1967 et les décrets du 24 avril 1972, le gouvernement se refuse, en fait, à résoudre une question

redevue d'actualité dans des circonstances qui, en période pré-électorale, ne sont en rien le fait du hasard. Qui peut ignorer désormais la réalité politique des luttes sexuelles et leur rôle dans le combat des travailleurs pour la justice et la liberté. On ne répétera jamais assez que la lutte pour la contraception libre et gratuite est une lutte de classe. La liberté sexuelle est pourchassée parce qu'elle est révolutionnaire et partie intégrante et inséparable d'un projet révolutionnaire.

Cette réflexion est une contribution au débat qui, depuis quelques années, avait commencé dans le Parti et qui, depuis le congrès de Lille, s'est développé, sous l'impulsion décisive de camarades engagées dans des luttes, dont chacun comprend aujourd'hui qu'elles ne sont pas marginales.

« TS ». — Ayant travaillé au rapport « Simon », peux-tu nous dire comment les Français perçoivent le planning familial ?

64 % des femmes et 60 % des hommes de la population française âgée de 20 ans et plus, près de deux Français sur trois donc, ont entendu parler du Planning Familial. C'est du moins ce que révèlent les résultats d'une enquête de l'IFOP, réalisée au cours de l'été 1970, sur le comportement sexuel des Français.

L'âge de planning familial serait donc ancrée dans les esprits, sinon entrée dans les mœurs. Aux questions sui-

vantes : « Avez-vous déjà entendu parler du Planning Familial ? Qu'est-ce que cette expression veut dire pour vous ? Qu'est-ce que l'on entend par planning familial ? », la définition que donnent le plus fréquemment les personnes interrogées est « qu'il s'agit d'une association dont le but est d'informer les couples sur toutes les questions ayant trait à la contraception ». Les conseillères-animatrices du Planning Familial sont présentées, dans certaines réponses faisant référence à leur existence, comme « des personnes spécialisées qui conseillent les familles pour espacer les naissances ». Alors même que ni le président ni le secrétaire général du MFPF, depuis le vote par le parlement de la loi Neuwirth (27 décembre 1967), n'ont jamais été invités à prendre la parole à la télévision française, il est réconfortant de constater que, privé d'une tribune d'information jugée par beaucoup indispensable, le MFPF a pu, néanmoins, se faire connaître pour ce qu'il est par 23 % des femmes et 10 % des hommes interrogés par l'IFOP.

### « la grandeur du pays »

Si le Planning Familial n'est pas tombé dans l'oubli au profit de la seule idée de contraception, c'est bien la preuve qu'il répond, en tant qu'institution, à un besoin réel de la population. Ceux qui, délibérément, sous le fallacieux prétexte que le Planning Familial avait

été en France le diffuseur du diaphragme, avaient tenté de le réduire abusivement au rôle d'officine distributrice de contraceptifs, seront désagréablement surpris de constater que leur campagne de médisance n'a pas été entendue ni suivie par la majorité des Français : 1 % des hommes et 2 % des femmes seulement définissent le Planning Familial comme « un organisme par lequel on peut obtenir des diaphragmes, capes, un appareil contraceptif, etc. ».

Pour 16 % des hommes et 13 % des femmes interrogées, le Planning Familial se confond avec le contrôle des naissances, sans aucune référence à une association ou organisation, les enquêtés parlent de « limitation des naissances » et d'« avoir des enfants quand on les veut ». Ces deux notions ne sont pas identiques, mais l'erreur est fréquente, et le MFPP ne peut, à lui tout seul, détruire, dans l'esprit du

médicales), et lorsque les prix proposés sont peu élevés, les couples des milieux modestes peuvent, plus facilement, fréquenter de tels centres : alors que le profil-type de la consultante de planning familial est, à l'échelon national, une institutrice mère de deux enfants, au centre d'orthogénie de Rouen, le profil-type est celui d'une femme d'ouvrier mère de quatre enfants.

« TS ». — Où en est la contraception aujourd'hui ?

La contraception est, aujourd'hui encore, essentiellement le fait de l'homme, qu'il utilise un procédé efficace (le préservatif) ou très aléatoire (le retrait). La femme est donc soumise au bon vouloir de son partenaire. Est-il besoin de rappeler que, par ailleurs, beaucoup d'entre elles acceptent difficilement que leur partenaire utilise un préservatif qui, dans l'esprit des

lisent la méthode Ogino et celle des températures en plus grand nombre, tandis que les non-pratiquantes ont plus souvent recours aux méthodes modernes de contraception féminine.

Aujourd'hui, certes, avec bien des difficultés, la contraception tend à devenir un comportement également féminin, alors qu'autrefois elle était, comme nous l'avons précédemment remarqué, exclusivement pratiquée par l'homme, et à son initiative. Si, actuellement, plus d'une jeune femme sur deux de 20-29 ans (55 %), ont déjà utilisé elles-mêmes une méthode contraceptive, on peut considérer que ce phénomène n'est pas propre à la contraception : de façon plus générale, l'initiative des rapports sexuels n'est plus, comme autrefois, exclusivement réservée à l'homme. Il n'est plus inconvenant, voire immoral, pour une femme, de faire connaître son désir, de même qu'elle peut exprimer son plaisir sexuel, la contraception lui permettant de se libérer de la hantise perpétuelle d'une grossesse non désirée.

« TS ». — Pour toi, qu'est-ce que la libération sexuelle ?

Aujourd'hui, différents facteurs rendent indispensable une révision des rapports inter-individuels et des comportements sexuels. C'est, d'une part, le développement sans précédent des moyens de production et des possibilités de consommation. Ce problème est une problème politique qui a des conséquences également politiques sur les questions démographiques. C'est, d'autre part, l'apparition de techniques permettant le contrôle volontaire de la transmission de la vie. La révolution de la contraception est à la fois technique et éthique. C'est, enfin, l'importance croissante de la liberté d'expression. L'accroissement de cette liberté dans la vie affective

(la relation sexuelle étant une des formes de la relation sociale), l'indépendance plus grande donnée aux femmes par une activité professionnelle, l'augmentation pour tous du temps de loisir et, surtout, de la signification qu'on lui accorde, ont des incidences sur la taille souhaitée par le couple de sa famille. Les attitudes des individus sont aujourd'hui moins déterminées qu'autrefois par les exigences de la collectivité ou, plus précisément, la liberté individuelle peut être opposée aux impératifs collectifs. Déjà, dans la Rome de l'Empire, les lois édictées pour favoriser l'expansion démographique ne furent pas suivies par la majorité de la population.

une tâche d'éducation populaire

La contraception devrait être un acte d'hygiène, simple, intégré dans la vie quotidienne des hommes et des femmes. Les échecs de la contraception renvoient souvent à l'attitude masculine, péjorative à l'égard de tel ou tel procédé contraceptif et du principe même de la contraception. Ceux et celles qui demeurent attachés à la conception patriarcale traditionnelle, qui ne contestent pas l'éducation reçue en ce domaine, ne peuvent évidemment pas accepter que la femme prenne l'initiative sur le plan sexuel, et donc sur celui de la contraception, sans l'accord du mari.

La contraception est donc aussi un problème de mentalité d'homme, une question de culture et de civilisation. L'éducation contraceptive ne relève pas du seul médecin, il s'agit là d'une tâche d'éducation populaire qui a nécessité la création et le développement d'un mouvement dont l'action a permis une évolution, aujourd'hui manifeste, des mentalités et des comportements.

## Les vices de M. Foyer

A l'issue de son Conseil d'administration du 26 novembre 1972, le Mouvement Français pour le Planning Familial s'est inquiété d'un certain optimisme qui tendrait à faire croire que l'information sur la contraception est en bonne voie en France. Malheureusement, Monsieur Jean FOYER, ministre de la Santé, déclare, à propos de l'avortement et à l'appui des prises de position récentes du Conseil de l'Ordre des Médecins, qu'il ne faut pas que « les vices des riches deviennent les vices des pauvres ». Il ne s'agit pas là d'une formule de circonstance, mais bien d'une conception que l'Assemblée nationale a déjà eu l'occasion d'apprécier, lorsque Monsieur FOYER, dans le débat parlementaire sur la filiation, parlait de la contraception comme « d'un prétendu remède », ajoutant : « Pense-t-on sérieusement que la fornication rationalisée par la contraception préviendra la génération d'enfants de l'amour ? »

Le Conseil d'administration réaffirme qu'une éducation populaire sur les problèmes de la contraception est nécessaire, afin que chacun puisse faire les choix indispensables en ce domaine. Or, la parution attendue d'un dernier décret d'appli-

cation de la loi Neuwirth ne changera strictement rien à la situation, et abuse déjà l'opinion publique en lui laissant croire que quelque chose va changer alors qu'aucun financement n'est prévu. Nous estimons de notre devoir de mettre en garde la population contre la mise sur pied hâtive d'un certain nombre de consultations en milieu hospitalier et dans les P.M.I.

Le fonctionnement d'une consultation d'orthogénie suppose beaucoup plus qu'une seule compétence médicale. Elle exige des personnels qualifiés (conseillers, animateurs de Planning familial, médecins, infirmiers, sages-femmes, travailleurs sociaux), préparés à écouter et à comprendre la demande contraceptive de l'individu ou du couple, cette demande étant inséparable d'un ensemble de facteurs économiques, sociaux et humains. Alors que le Mouvement Français pour le Planning Familial a assuré l'information et la formation de tels personnels, il se voit privé des subventions qui lui permettraient de poursuivre une action qu'il mène depuis plus de 15 ans.

(27 novembre 72.)

public, une conception malthusienne non conforme à ses objectifs, le réflexe malthusien, pour aussi contestable et dangereux qu'il soit sur le plan économique, étant ancré dans les mentalités.

On a prêté au MFPP un pouvoir qu'il n'a pas et des objectifs qui ne sont pas les siens ; nous répéterons inlassablement que les questions de population sont du seul ressort du gouvernement, qu'il lui appartient, par exemple, s'il le décide (ou qu'il appartient au parlement, si on le consulte) de faire vivre les « cent millions de Français » nécessaires à « la grandeur du pays » ou à sa prospérité. Pour notre part, modestement, à la femme venue nous consulter (livret de famille en main, comme preuve de sa moralité), nous répondons que le droit d'avoir ou de ne pas avoir d'enfants ne saurait lui être refusé, qu'elle soit mariée, veuve, divorcée ou célibataire, avec ou sans enfants. Nous lui présentons la contraception comme le moyen d'exercer sa liberté dans un domaine d'où la fatalité peut être écartée et, par une information objective, faisant apparaître avantages et inconvénients des différentes pratiques contraceptives, nous lui donnons avec la connaissance, les éléments qui l'aideront à faire son choix.

« TS ». — Qui utilise le planning familial ?

La clientèle du Planning Familial, depuis dix ans, tend à évoluer, et l'on trouve de plus en plus, dans ses consultations, des jeunes couples qui viennent s'informer pour pouvoir, d'emblée, avant la première grossesse, planifier les naissances.

Quand des conditions favorables sont rassemblées (c'est le cas des centres d'orthogénie où se trouvent réunies les consultations psychologiques et

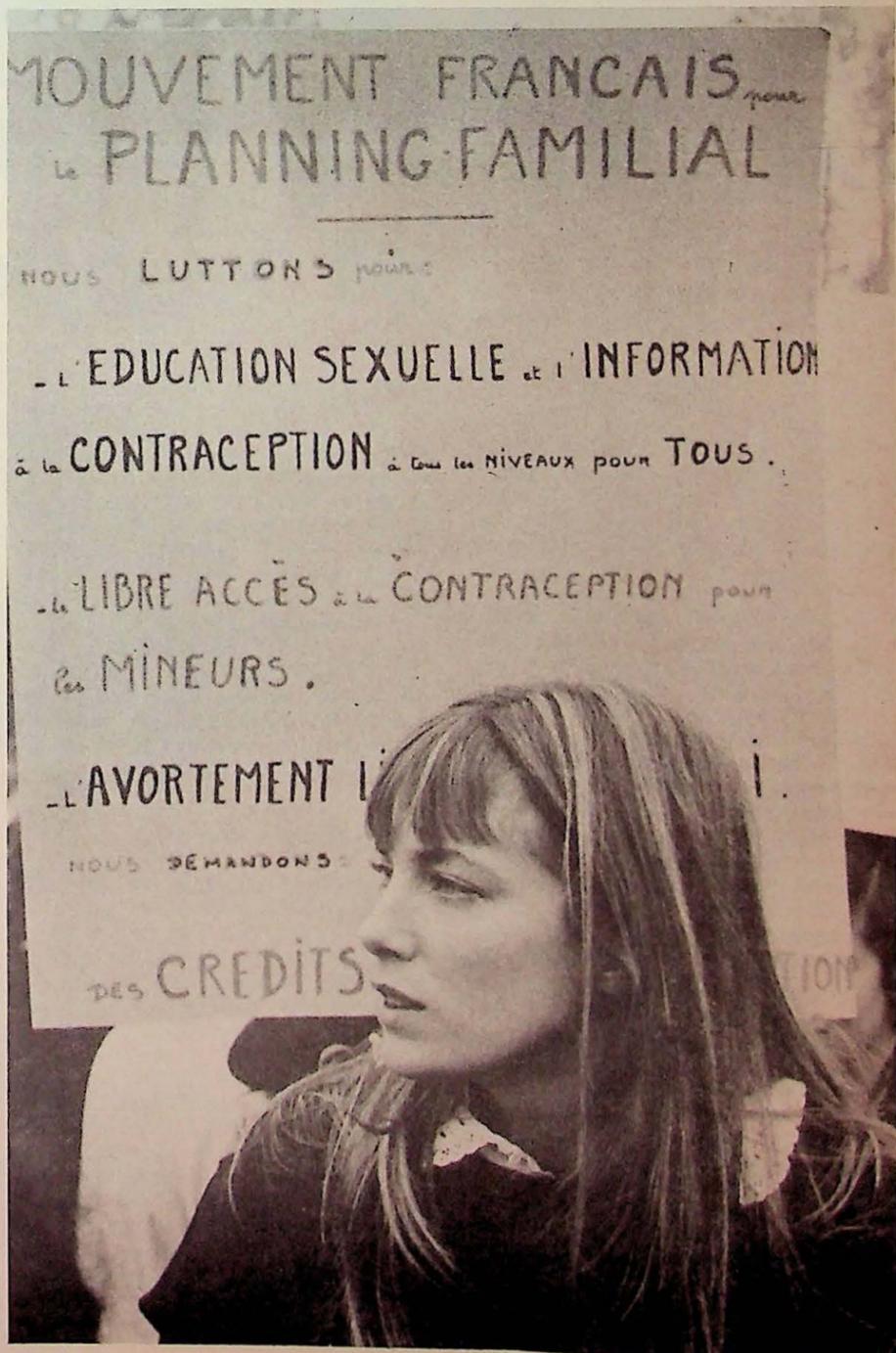
Français et des Françaises, est associé à l'idée de rapports sexuels avec des femmes « de mauvaise vie » ou des prostituées. Elles s'exposent donc, par cette réticence, à subir des échecs puisque un quart seulement d'entre elles a recours à un moyen de contraception féminin.

Les Pouvoirs publics sont responsables de la mauvaise presse du préservatif que l'on pouvait, avant l'abrogation de la loi de 1920, se procurer dans les pharmacies au titre de la lutte contre les maladies vénériennes. Aujourd'hui, si les diaphragmes, capes et pilules peuvent être obtenus sur présentation de l'ordonnance du médecin dans les pharmacies, on peut regretter que l'inscription sur le registre du pharmacien culpabilise les femmes qui ressentent comme une humiliation, une formalité administrative dont on peut contester la nécessité. Est-il besoin de rappeler que les préservatifs ont eu un usage illégal, puisqu'ils ont été utilisés dans un cadre conjugal, les épouses elles-mêmes venant quelquefois dans les pharmacies faire une démarche qui gênait leur partenaire. Cette hypocrisie a des conséquences sur l'attitude des couples aujourd'hui à l'égard du préservatif masculin.

L'instruction, l'urbanisation et la religion sont des facteurs déterminants dans l'expérience contraceptive. Les adeptes de la contraception sont essentiellement les personnes ayant poursuivi leurs études, vivant dans les villes de moyenne ou de grande importance, et recrutées parmi les non-pratiquantes et les pratiquantes occasionnelles.

« TS ». — Et les femmes dans tout cela ?

Pour les femmes de 20 à 49 ans, l'influence de l'Eglise apparaît clairement puisque les pratiquantes régulières uti-



# La R.F.A. a voté au centre-gauche

En rendant à Willy Brandt, par une solide victoire électorale, la possibilité de gouverner, l'Allemagne fédérale semble s'être définitivement réconciliée avec elle-même. Mais en renforçant l'aile droite de la coalition gouvernementale, le parti libéral, l'électorat bloque du même coup toute velléité d'une réforme en profondeur des structures économiques. C'est ce qui se dégage de l'analyse détaillée des résultats faite par notre correspondant à Bonn, Pierre Bontemps.

**A**U lendemain des élections législatives de 1969, les chrétiens-démocrates de la CDU-CSU prétendaient n'avoir été écartés du pouvoir qu'au nom de l'arithmétique électorale. Avec 46,1 % des suffrages, soit 3,4 % de plus qu'à la social-démocratie, ils constituaient le parti le plus fort au parlement, et bien qu'il leur manquât sept sièges pour atteindre la majorité absolue, ils estimaient être les représentants de la légitimité. La formation d'un gouvernement de coalition entre sociaux-démocrates et libéraux ne pouvait leur apparaître que contre-nature. Aussi, la CDU-CSU se préoccupa-t-elle davantage, au cours des trois dernières années, de renverser le gouvernement plutôt que de se réorganiser dans l'opposition et d'élaborer une alternative politique. Cette tactique à courte vue aboutit à la crise de mai dernier (1) quand, après avoir acheté les voix de dissidents de la SPD et de la FDP, la CDU-CSU tenta de reprendre le pouvoir à froid par le biais d'une motion de défiance contre le gouvernement Brandt-Scheel et sans que les électeurs aient été consultés.

W. Brandt a constamment rappelé lors de sa campagne électorale que les élections anticipées du 19 novembre n'avaient d'autre fonction que d'apporter une solution à cette crise parlementaire provoquée artificiellement par l'opposition, en donnant la parole aux électeurs. Ceux-ci se sont prononcés à 54,3 % en faveur de la poursuite de l'actuelle coalition SPD-FDP. Ce score que nul n'aurait osé pronostiquer donne au gouvernement de W. Brandt une majorité confortable de 48 sièges et devrait lui assurer 4 années de stabilité politique après 3 ans qui ne furent quasiment qu'une bataille électorale continue. Il importe de voir comment SPD et FDP ont pu réaliser un tel score et ce que cela signifie dans l'évolution politique de la RFA.

● L'aboutissement des négociations interallemandes et le paraphe du traité sur le fondement des relations entre la RFA et la RDA le 8 novembre a provoqué, dans les deux dernières semaines de la campagne électorale, un net mouvement en faveur du gouvernement et de sa politique de paix. La conclusion de ce traité est venue fort opportunément rappeler les mérites de l'« Ostpolitik » de W. Brandt et a provoqué un malaise au sein de la CDU-CSU, comme au moment de la ratification des traités de Moscou et de Varsovie.

● La forte participation électorale — avec 91,2 %, c'est la plus forte depuis la guerre — a joué également en faveur de la coalition sociale-libérale. D'ordinaire, l'accroissement de la participation électorale est favorable aux partis conservateurs, car elle provient de la mobilisation de la « majorité silencieuse ». Ce phénomène a été nettement contrebalancé en RFA par un accroissement autrement plus considérable de la participation aux élections des jeunes électeurs. Les jeunes de 18 à 21 ans ont pour la première fois participé à des élections législatives,

la majorité électorale ayant été fixée à 18 ans en 1970 et les sondages indiquent que les électeurs de la catégorie d'âge 18-25 ans sont à 60 % favorables à la social-démocratie.

● La campagne anticommuniste de la CDU-CSU n'a pas pris. Les électeurs manifestement n'ont pas cru qu'ils avaient à choisir entre la liberté et l'économie sociale de marché d'un côté, la dictature et le communisme de l'autre côté. L'aide massive de représentants du patronat par l'intermédiaire de placards publicitaires dans les journaux a nui aux chrétiens-démocrates, en particulier dans la mesure où les bailleurs de fonds ont conservé l'anonymat. En matière de politique intérieure, la CDU-CSU n'a pas réussi à faire croire qu'elle viendrait mieux à bout de l'inflation que la SPD-FDP.

## Des hommes du passé

La CDU-CSU s'est présentée aux électeurs avec une équipe d'hommes politiques déjà usés, tels que Schröder et Strauss, des représentants du passé. Elle s'est bien efforcée d'accorder une place de choix à l'ancien ministre du Travail de la Grande coalition, Hans Katzer, manifestant ainsi un certain intérêt pour les classes laborieuses. Mais cela arrivait bien tard pour que celles-ci se laissent prendre à ce qui n'était qu'une attrape électorale. Enfin, le candidat des chrétiens-démocrates au poste de chancelier, Rainer Barzel, ne faisait pas le poids contre Willy Brandt.

Comme du temps de Konrad Adenauer, les électeurs ouest-allemands ont estimé qu'ils étaient appelés à élire le 19 novembre non seulement les députés du parlement, mais également le chancelier. On a pu observer en RFA, en particulier depuis la signature des traités avec les pays de l'Est, un phénomène d'identification de la majorité des Allemands avec le personnage de W. Brandt : il est apparu qu'avec W. Brandt, l'Allemagne était enfin en mesure de se réconcilier avec elle-même, de surmonter le poids du passé sans le nier et de se faire accepter à l'étranger comme une démocratie à part entière. Rainer Barzel ne pouvait prétendre à cette autorité nationale de Willy Brandt. De plus, il était contesté dans ses propres rangs.

Il convient ici de dégager une première conclusion : la preuve est faite aujourd'hui que la RFA est une véritable démocratie parlementaire, où l'alternance du pouvoir est plus qu'un principe. Il n'y aura pas de crise des structures parlementaires ces prochaines années. L'électorat qui s'était politisé au cours des cinq dernières années a fait preuve de maturité politique. Si la campagne électorale s'est finalement déroulée sans grandes passions, les observateurs s'accordent à dire que l'intérêt pour les affaires politiques n'a jamais été aussi grand en RFA. La RFA a surmonté son passé. Le résultat de ces élections devrait amener nombre de Français à réviser

l'idée qu'ils se font aujourd'hui encore de l'Allemagne, sous l'influence du passé national-socialiste. Mais notre analyse ne saurait en rester là. Il faut encore voir ce que la modification du rapport des forces au parlement signifie politiquement.

La CDU a perdu 1,3 % de voix par rapport à 1969. Il semblerait qu'elle ait réussi à prendre 8 % de voix à la social-démocratie, tandis que celle-ci lui en prenait 10 %. Elle ne s'est vraiment affirmée que dans ses bastions catholiques traditionnels. Elle accuse un recul général.

Le parti libéral FDP a réalisé l'essentiel de ses gains dans les circonscriptions électorales urbaines où résident peu d'ouvriers, mais surtout des fonctionnaires, des employés, des représentants des couches moyennes. Il ne fait pas de doute que la FDP s'attachera au cours de la nouvelle législature à défendre en particulier les intérêts des couches moyennes.

La social-démocratie a progressé avant tout dans les circonscriptions ouvrières, en particulier dans le bassin de la Ruhr. Mais elle a également progressé dans les circonscriptions rurales et dans les régions à prédominance catholique, où elle menace directement la CDU. L'électorat féminin a voté davantage social-démocrate que par le passé, ce qui n'est pas sans importance dans un pays où subsiste un fort excédent de femmes.

On s'accorde à dire que le 19 novembre dernier il n'y a pas eu deux vainqueurs, la SPD et la FDP, mais trois : il faudrait ajouter la CSU de FJ Strauss

long terme les structures de la société établie. La nouvelle coalition gouvernementale ne pourra pas, comme en 1969, remettre à plus tard la discussion d'un modèle de cogestion, mais on peut estimer dès maintenant que ce ne sera pas le modèle de la SPD, proche de celui des syndicats, qui l'emportera, mais celui des libéraux qui prévoit de donner deux voix aux représentants du management à côté des quatre voix patronales et des quatre voix ouvrières.

Les Jeunes socialistes au sein de la SPD voudraient que leur parti tire la conclusion d'une victoire électorale qu'il doit avant tout aux travailleurs et impose, si besoin, contre la résistance des libéraux un modèle de cogestion paritaire qualifiée, ainsi que la réforme fiscale qu'a mise au point le congrès de la SPD en novembre 71 à Bonn/Bad-Godesberg. Mais il est clair pour tous que cette revendication demeurera lettre morte et que la « raison d'Etat » l'emportera au sein de la SPD.

La marge de manœuvre dont dispose le gouvernement n'est pas si grande qu'il puisse se permettre, ne serait-ce que de véritables réformes. Le nouveau gouvernement Brandt-Scheel doit tout d'abord assainir la situation financière et économique de la RFA. La politique conjoncturelle qui lui paraît devoir s'imposer, conduira à des restrictions budgétaires sensibles, par là même à moins de réformes. Lors de sa déclaration d'investiture, le chancelier Brandt ne pourra faire autrement que promettre moins de réformes et un peu moins de bien-être que lors de sa déclaration de 1969. Au niveau des



Plutôt Brandt et Scheel...

qui enregistre, en Bavière, un léger accroissement de 0,7 %, à l'inverse de la CDU. Ce détail n'est pas sans importance, car il conduit la CSU à penser que son alliée chrétienne-démocrate n'a perdu des voix que parce qu'elle ne s'est pas, à son exemple, suffisamment démarquée par rapport au gouvernement en matière de politique étrangère et qu'elle n'a pas mené une campagne suffisamment offensive sur la question des prix, de la libre concurrence, etc. L'aile droite de la CDU pourrait être ainsi amenée à plus ou moins brève échéance, à donner un nouveau coup de barre à droite et la CSU pourrait être tentée de s'établir au niveau fédéral comme parti ultra, en concurrence avec la CDU.

## Plus exigeants

La consolidation de leur parti (2,6 % de voix en plus, mais surtout douze sièges de plus au parlement) conduit les libéraux à se montrer plus exigeants face à leur partenaire social-démocrate. Ils réclament un quatrième ministère, en plus de ceux qu'ils occupaient déjà dans le précédent gouvernement (Intérieur, Affaires étrangères, Agriculture) et ils ne cachent pas qu'il faudrait que ce soit un ministère qui leur permette de contrôler la politique économique et financière du gouvernement. C'est que les libéraux, conscients de la tâche que les électeurs leur ont impartie au sein de la coalition gouvernementale, entendent s'opposer à ce qu'ils appellent les « expériences socialistes » de leur partenaire : réforme fiscale et participation ne leur apparaissent souhaitables que dans la mesure où elles ne risquent pas de modifier à court ou à

prix et des salaires, il s'efforcera de faire signer un « pacte » aux partenaires sociaux afin de garantir un minimum de stabilité. Un chancelier Barzel n'aurait pas agi autrement.

## Les mains liées

Ainsi, au moment où elle devient pour la première fois en RFA le parti le plus fort au parlement, la social-démocratie ouest-allemande doit plus que jamais constater qu'elle a les mains liées par les contraintes objectives de l'économie capitaliste. Mais, devenue gestionnaire du pouvoir, ce n'est pas pour elle une raison de repenser sa politique, ce n'est qu'un argument de plus en faveur de sa politique d'adaptation au système capitaliste.

Avant les élections, W. Brandt avait déclaré qu'on ne pouvait plus, aujourd'hui, gouverner que légèrement à gauche du centre. En votant au centre-gauche, la majorité de l'électorat ouest-allemand a montré que telle était bien aussi sa conviction. En un sens, R. Barzel n'aurait eu que le tort de vouloir gouverner légèrement à droite du centre après avoir mené, à vrai dire, une campagne de caractère souvent ultra.

La différence entre les deux grands partis ne serait qu'une différence de degrés, en particulier au niveau des sympathies que provoquent leurs leaders, comme le révèle un des slogans que l'on put voir collés sur les vitres arrière des voitures : « Plutôt Brandt et Scheel que Barzel et Strauss. »

P. B. ■

(1) Cf. Les grandes manœuvres de Rainer Barzel, « TS » 536.

# Le théâtre et les tanks

**Q**UELQUE part en Tchécoslovaquie, un écrivain écrit. Rien d'original pour l'instant. Mais quand je vous dirai qu'il écrit pour les tiroirs, qu'il sait qu'il ne pourra pas publier et qu'il s'acharne quand même, on s'étonnera davantage. Ivan Klima est un écrivain communiste de quarante ans qui a passé trois ans comme gosse dans le camp nazi de Terezin. Ensuite, le régime stalinien l'a formé, l'a admis dans son sérail : Institut des Sciences politiques et économiques, puis poste dirigeant (surveillant) dans l'édition. En 1967, il

se bat à l'Union des Ecrivains où il aide à lancer ce qui allait devenir le Printemps de Prague. L'Union est dissoute, les revues qu'il dirigeait aussi, la maison d'édition de l'Union n'édite plus, Ivan Klima, dans sa pièce, créée au Théâtre de la Cité Universitaire de Paris, nous dit et nous répète : « Pense pas à ça ! ».

La compagnie Knittl-Laurence, impulsée par un metteur en scène exilé monte deux pièces interdites à Prague : « Claire et les deux messieurs », et « La pâtisserie Myriam ». El-

les nous prouvent qu'on est un certain nombre à ne penser qu'à ça, et le théâtre du quotidien, de la dérision pudique, cette petite musique cruelle de la vie au jour le jour, dans le chloroforme stalinien nous expose en demi-teintes le mal de vivre d'un pays tout entier. « Claire et les deux messieurs » fut écrite au début de 1969. A l'origine, une situation banale (une dame et un monsieur qui s'aiment, qui vivent clandestinement, se retrouvent « enfin seuls »). Peu à peu, elle bascule dans l'absurde : on n'est jamais enfin seuls, la machine vous rattrape toujours, même entre cinq et sept. C'est une métaphore où la solitude de Claire se cogne aux quatre murs de sa chambre, de son pays emmuré. Claire est vaincue par les visiteurs du soir, ce soir terrible de l'invasion du 21 août 1968. Les loups sortent la nuit.

« Claire et les deux messieurs » fut créée au Festival « off » d'Avignon 1972 où elle eut un grand succès (y compris dans « Les Lettres Françaises », paix à leur âme). Elle est dédiée à Alexandre Dubcek contre lequel un procès se prépare à Prague (1).

Cette même compagnie nous offre en prime la création mondiale de « La Pâtisserie Myriam », courte pièce où l'Etat-Molock est dépeint sous la forme burlesque d'une pâtisserie « coopérative » qui cache une agence immobilière. Celle-ci vend aux jeunes couples victimes de la terrible crise du logement, qui sévit dans les pays dits socialistes, des appartements pas chers. Le hic c'est qu'ils sont occupés par des vieillards.

Qu'à cela ne tienne : nos jeunes tourtereaux les invitent gentiment à prendre un petit gâteau à la pâtisserie. Petit gâteau aux champignons empoisonnés. La maison se charge du reste. Ses actionnaires sont des commissaires, des procureurs, des députés qui font ça pour le bien de la jeunesse. D'une jeunesse qui n'en veut pas.

## Tous solidaires

Mais à qui se plaindre ? La bureaucratie a pour trait distinctif la complicité de malfaiteurs, tous solidaires parce que tous mouillés.

Il est bon de le dire, et l'humour grinçant de l'auteur nous met les points sur les i. Allez voir cette pièce, les acteurs vous distribueront un document du Comité Central du P « C » tchécoslovaque portant sur la normalisation de l'art. V. Bilak, artiste à ses heures, s'y insurge contre « l'indulgence et toute tendance de voiler ou de pardonner des défauts ». Comme il prétend que « les affirmations sur la stagnation d'esprit » (!) en Tchécoslovaquie sont absurdes, on se demande pourquoi il censure ces pièces d'où « toute indulgence envers les défauts... de la société » est si manifestement bannie.

Claude VANCOUR ■

(1) Cf. « Tchécoslovaquie-Répression », n° 1, recueil de documents rassemblés par le Jury International contre les nouveaux procès de Prague, auquel participe le PSU. En vente à la librairie de « TS », 4 francs.

# Dans la jungle des villes

**B** IEN avant qu'elle nous déconcerte, « Dans la jungle des villes » (1), la seconde pièce de Brecht, a déconcerté Brecht lui-même. En plaisantant, il disait ne l'avoir comprise, elle, et généralement ses premières pièces, que des années plus tard, après avoir lu le Capital. « Bien entendu, disait-il, je n'ai pas découvert que, sans m'en douter, j'avais écrit tout un tas de pièces marxistes. Mais ce Marx était pour mes pièces le seul spectateur que je me fusse imaginé. Seul un homme ayant de pareils sujets d'intérêt pouvait s'intéresser à des pièces comme les miennes. Non parce qu'elles étaient intelligentes, mais parce que lui l'était. Elles lui fournissaient des matériaux d'observation. »

## Une pièce expérimentale

On voit bien ce qui, dans cette seconde pièce de Brecht, a tenté Jean-Pierre Vincent et son équipe : c'est que l'observation de la société n'y est pas encore formalisée en leçon.

« Dans la jungle des villes » évoque Chicago, la cité monstrueuse, totalement mythique pour Brecht qui n'a pas encore voyagé, et dans laquelle il faut reconnaître, hypertrophié, le Berlin des années 1919 et 20.

Des êtres venus d'ailleurs y vivent en étrangers, parce que tous les rapports qui s'y nouent sont des rapports faux, particulièrement ceux fondés sur l'argent. Ainsi, Shlink, un Malais, qui a appris le combat social sur les jonques du Yang-Tsé-Kiang avant de devenir un riche négociant en bois ; ainsi Garga, un commis en librairie, qui fait vivre sa famille, des gens déplacés et sans ressources.

Quelles raisons Shlink et Garga ont-ils de se battre ? Aucune. Leur combat sans causes extérieures, protestation du jeune Brecht contre le théâtre à motivations psychologiques ou morales de son temps, est un combat en soi, dont l'invention ne se réclame que du plaisir de montrer la lutte pour la lutte : Shlink agresse Garga. Comme il lui achèterait ses chaussures, il lui achèterait son opinion sur un livre. Pourquoi l'opinion d'un besogneux comme Garga ne serait-elle pas à vendre ?

La pièce nous fait suivre les étapes de la lutte, lutte positive d'abord pour Garga qui, ayant refusé le jeu du capitalisme où toute chose peut s'acheter, est cerné, inlassablement, par le détachement de Shlink qui renonce à l'argent, à sa situation sociale, à l'honnêteté de ses comptes. Lutte négative, quand Garga lutte meubles et piano et devient le traître qui livre Shlink pour des cri-

# télévision

## et vive les gros sous !

M. Arthur Conte, on le sait, nous en donne plus.

En noble exécutant « d'une œuvre de longue haleine », le PDG de l'ORTF et son Conseil d'Administration viennent de consacrer officiellement l'existence de la télédistribution. Qu'est-ce que la télédistribution ? On l'appelle aussi télévision par câble. Il s'agissait, à l'origine, (aux USA d'abord), de relier les régions où le relief créait des « zones d'ombre » aux émetteurs TV. A l'usage, on s'est aperçu que ce nouveau système de liaison par câble (et non plus par ondes hertziennes) offrait de nouvelles possibilités très importantes. Techniquement, elle permet une multiplication des chaînes. Sorte de TV extra-locale, la télédistribution peut alors intéresser une ville, un village, un quartier. Elle sert de relais aux émissions « nationales » et peut surtout fabriquer ses propres programmes. Admettre cette technique, c'est admettre la pluralité des choix.

Et c'est autant pour le monopole. Ne rêvons pas : le monopole est de partout battu en brèche. Avec la publicité qui fournit des subsides autres que la redevance. Avec une pratique de plus en plus courante à l'Office, et qui consiste à recourir — et d'abord pour briser les grèves — à des maisons privées pour le tournage, le montage ou la coproduction d'émissions. L'accord ORTF-Hachette a été — en ce qui concerne le marché des vidéo-cassettes — une première atteinte au dernier bastion de ce monopole : celui de la diffusion des produits de l'Office. Il faut aussi parler de l'accord ORTF-PTT pour l'attribution des câbles : les localités seront amenées à fournir leurs propres programmes moyennant d'inévitables supports commerciaux.

## Reproducteurs de communiqués

Pour faire prendre corps à la télédistribution, M. Arthur Conte a décidé de faire appel « à d'autres ressources que celles de l'Etat ». M. Conte a pensé, notamment à la presse régionale. Quel beau cadeau à la veille des législatives ! Et puis, c'est logique au fond : il importe en effet que la télédistribution soit régionale. (Les quotidiens régionaux ne possèdent-ils pas une implantation privilégiée ?) Mais en la confiant partiellement aux



**tema**

- information
- formation
- communication

● **tema-recherches :**  
une dynamique de la formation et de la communication : des structures et des hommes

● **tema-éditions :**  
cinq collections, trois axes, une équipe

de l'o.r.t.f. à la société câblée  
télévision passive, télévision active  
collection tema-communication : 20 f

vidéo et société virtuelle  
vidéo et société virtuelle  
collection tema-communication : 20 f

l'information parallèle en pratique  
information et animation socio-culturelle  
collection tema-communication : 20 f

école, culture et langue française  
école, culture et langue française  
collection tema-formation : 20 f

l'économie au lycée : utopie et réalités  
formation économique et pédagogie des sciences sociales  
collection tema-formation : 20 f

business game et villes nouvelles  
les jeux de simulation urbanistiques  
collection tema-formation : 20 f

pour en savoir davantage  
tema-éditions  
4, rue de la michodière, 75002 paris



Du réalisme fantastique à l'étude.

# La révolte en chantant

mes qu'il n'a pas commis. Alors Garga réincarne le Shlink du début, le capitaliste sans scrupules. Sa victoire est une défaite.

Mais ce schéma dramatique de l'œuvre ne vient à nous qu'au travers d'une aventure répondant à une idée que Brecht a développée toute sa vie. Pour lui, la plus petite unité sociale, ce n'est pas un homme, mais deux hommes. La pièce ne se comprend que dans le désert de Chicago. C'est de lui que monte ce coup de passion de Shlink : créer avec un autre être, quel qu'il soit, une relation vivante.

Aussi la pièce est-elle marquée comme par un point d'orgue à ce moment où, poursuivi par les policiers et les chiens, Shlink reste près de Garga, écoutant monter autour d'eux cet étrange silence qu'il nomme la clameur blanche. Aucun accord n'est possible. La lutte dans la jungle n'aura fait que des vaincus.

## Une forme nouvelle

Aux yeux de Vincent et de Jourdeuil, « Dans la jungle des villes » aurait été pour Brecht un raz-de-marée qui se serait donné pour tâche de balayer l'acquis et d'ouvrir de nouvelles voies. Tel est le rôle

qu'ils assignent également à leur travail sur la pièce.

Depuis *Capitaine Schelle*, *Capitaine Eçço*, ils ont formé une compagnie où les peintres doivent être aussi importants que les metteurs en scène et les acteurs. S'ils n'ont pas souhaité réduire la différence qu'il y a entre cette pièce de Brecht et les pièces postérieures engagées dans un combat, ils se sont appliqués, par contre, à faire voir les comportements sociaux par le moyen du jeu de l'acteur, qui accentue les contrastes.

Les acteurs, principalement Gérard Desarthe (commis de bibliothèque au cou étiré, aux manches de lustrine), Hélène Vincent (la pointe des pieds en dedans, le jupon qui dépasse), Maurice Bénichou... proposent le physique de leur personnage.

Ils y ajoutent sa projection onirique. Une forme, nouvelle pour nous, du réalisme fantastique est ici à l'étude. Cette première expérience prouve qu'elle peut ouvrir à la critique sociale de nouveaux terrains d'action.

Dominique NORES ■

(1) Au Palais de Chaillot (salle Grémier) jusqu'au 18 décembre. Puis à Mulhouse (3 janvier), Caen (12 au 16), Nîmes (18), Marseille (26 au 31), Lyon (2 au 7 février), Amiens (9), Nevers (13), La Rochelle (15).  
Rajak Ohanian.

« PSAUME ROUGE »  
Film hongrois de Miklos JANCZO.

UNE jeune femme caresse délicatement une colombe, un air de vieille s'égrène en forme de complainte. En 1890, à la fin du siècle dernier, la Hongrie s'embrace de petites révolutions paysannes. Quelque part un groupe de paysans forme le cercle de solidarité et une vibrante marseillaise, version du cru local, retentit dans l'immensité de la plaine.

Là, de mille lieux différents, des cohortes de soldats arrivent, menaçants ceux qui refusent de se plier au joug sanguinaire des tyrans. Les paysans imaginent alors toutes les formes possibles de résistance. C'est l'appel aux officiers pour qu'ils prennent conscience de leur rôle de bourreaux. C'est le refus de la compromission avec l'envoyé du maître : les paysans préfèrent voir brûler leur blé que d'accepter de lui un repas offert à condition de se soumettre à son ordre social. Et surtout, la révolte s'exprime encore et toujours en chansons.

Dans ce style de tragédie musicale qui lui est propre, Jancso a repris du métier pour nous conter une fois de plus, sa conviction dans la victoire des pauvres, la fierté de la révolte mais aussi ses doutes et ses obsessions... oui ses obsessions, car d'un film à l'autre des « Rouges et des Blancs » à « Sirocco d'hiver », le cinéaste hongrois amorce, développe et reprend le même thème. L'irrésistible mouvement qu'il imprime à ses œuvres traduit le formidable rôle de la violence dans l'histoire. Or celle de la Hongrie est écrite dans le sang des rebellions, résistance et soulèvements de tous genres. Avec les accents populaires de la chanson de geste, Jancso nous par-

le en fait du prix à payer à la lutte, même si elle s'inscrit dans le sens de l'histoire, même s'il s'agit de la lutte de classe. « Toute guerre civile porte en germe de nouvelles répressions. » En Hongrie, cette interrogation prend toute sa valeur. Elle révèle une perpétuelle obsession de la période stalinienne.

## La beauté du refus

Pour Jancso, il n'y a pas de réponse claire et sa démarche aboutit au retour au passé. Dans « Psaume Rouge » le réalisateur a fait taire ses doutes. De la dialectique oppression-résistance-répression, il ne retient que le courage de la révolte, la grandeur de l'insoumission, la beauté du refus. Et « Psaume Rouge » de répéter à l'infini la justesse du combat, d'insister sur la merveille du monde à construire. C'est un moulin à prière qui égrène une litanie populaire, qui exhale la foi de ces incroyants révoltés. Les vrais religieux, c'étaient eux ! face à un clergé décadent, botté et casqué qui ne leur prêche que l'acception et la soumission. L'incendie d'une église prend l'allure d'un acte de salubrité spirituelle, d'une authentique action pieuse. Mains trouées par une balle dont la plaie se transforme en cocarde écarlate, bras en croix, commune paysanne qui ressemble à une congrégation : dans « Psaume Rouge », le rapprochement religion-engagement révolutionnaire est achevé. Dommage que ce pont jeté entre les problèmes cruciaux de l'heure et les traditions populaires s'effondre parfois en folklore pur et simple !

Alain MOUTOT ■

journaux régionaux, le Conseil d'Administration de l'Office la livre, en fait, à des monopoles financiers locaux ou régionaux dont l'idéologie est trop bien connue : ne pas faire de vague, se taire, ne pas froisser les édiles du coin, ni les intérêts « financiers » de ce même coin, acheter la force de travail de « journalistes » qui, au bout de trois ans de boîte, n'ont pu devenir que des reproducteurs de communiqués automatiques. (Mais, « objectifs » !)

## Ni vertige, ni désordre

Cadeau à la presse régionale ? Un beau cadeau empoisonné, comme elle les aime. Les sociétés de télédistribution seront des sociétés mixtes. L'ORTF + PTT y garderont une minorité de blocage. Alors... Faut-il attendre les décrets d'application — qui permettront aux dites sociétés de diffuser leurs propres programmes — pour dire que le pouvoir a été donné, une nouvelle fois, à l'argent ?

N'aurait-il pas été possible de donner la parole à tous ceux qui ne peuvent que se taire : les comités de rédaction des journaux régionaux et locaux, les associations culturelles, les minorités, les représentants de toutes tendances idéologiques et cette majorité que l'on dit silencieuse puisque tout est fait pour la faire taire ?

Si le monopole agonise gentiment, le service public, lui, n'est pas mort. Et les personnels de l'ORTF sont là, prêts à le défendre.

Et, comme cela s'est passé pour la télévision, la télédistribution va mettre la charrue

avant les bœufs. Ce sera, une fois le financement assuré, les choix faits, que l'on se préoccupera des contenus à communiquer et de leurs destinataires.

La télédistribution, pour dire quoi, alors ? Mais, enfin, puis-

que M. Conte a dit que « la télédistribution pourra être une grande et belle entreprise conçue de telle manière qu'elle n'apporte pas un surcroît de vertige ou de désordre... »

Anne VATTIER ■

# les matraques sont faites avec des tubes

Cette semaine aux dossiers de l'écran : le show-business. En coulisse et qu'on ne montrera pas : l'industrie phonographique et le pouvoir politique.

Est-ce un hasard ? Le 30 novembre, les artistes interprètes travaillant sur les plateaux de la T.V. française ont fait grève (sauf Michel Fugain qui a déclaré à l'intention de la presse : « Le talent ne se syndique pas. ») Grève pour quoi ? Le syndicat français des artistes écrit à Arthur Conte : « L'Office se contente de promouvoir les productions phonographiques des grandes maisons de disques ». Le SFA voudrait bien contribuer à sensibiliser le public à cette mainmise de l'industrie phonographique sur ses oreilles.

Des gros succès très vite et sans vergogne. Parce que ainsi, bonnes gens, vous ne laisserez pas traîner vos oreilles n'importe où. Parce qu'avec un bon tube qui parle de plage, de rêve, de dieu, on gagne plus d'argent et on a moins de mal qu'avec une montagne d'artistes un peu dangereux et un peu dangereux. Le matraquage ici endort aussi sûrement que l'autre. Et il ne fait pas de vous des révoltés.

Charden et Stone ont battu tous les records : ils sont passés 17 fois en une seule journée sur les trois postes parisiens. Et Michel Fugain en est à sa vingt et unième émission de télévision depuis le début de l'année. Ecoutez la confiance d'une artiste de chez Philips : « Je vends environ quinze mille 33 tours par an. (Soit une excellente vente mais qui n'est qu'une vente banale

chez Philips.) Mon directeur artistique me dit que mon prochain disque contient en puissance un tube. Mais si nous sortons le disque aujourd'hui, impossible d'en faire un tube : l'antenne est prise par les restes de l'été et de l'automne. Il faut attendre janvier car à cette époque l'ANTENNE EST LIBRE. »

Le pompidolisme commence ici : le rêve est à portée de toutes les bourses. Toutes les bourses sont à portée des fabricants de rêve. La France n'a qu'à bien se tenir : elle va chanter. L'ordre règne. Choisissez à quelle sauce vous voulez être assommés : matraque ou potentiomètre ?

Jacques BERTIN ■

SFA : Syndicat français des acteurs.

## REGARDS POLITIQUES

■ BEAU MASQUE, Français, de Bernard Paul — dans « T.S. » cette semaine (à partir du 30 nov.).

■ FRITZ THE CAT, dessin animé de Bashki — dans « T.S. » cette semaine (à partir du 29 nov.).

■ LE PARRAIN, Amér., avec Marlon Brando — La caméra centrée sur la mafia, mais le reste ? (Dans « T.S. » n° 553).

■ LES CLOCHES DE SILE-SIE, Allem., de Peter Fleischman — L'ordre omniprésent en Allemagne (Dans « T.S. », n° 553).

■ QUE HACER ?, film chilien de Saül Landau — Fiction et réalité sur l'expérience chilienne (Dans « T.S. », n° 551).

■ L'ATTENTAT, Fr., d'Yves Boisset. Faire remonter des oubliettes une affaire trop vite oubliée : le film policier au service de la réflexion politique sur l'affaire Ben Barka ? A débattre... (Cf. « TS » n° 550).

■ LA VRAIE NATURE DE BERNADETTE, Canadien, de Gilles Carle. Une bonne fille poussée à la révolte, ou comment mettre fin à la grande misère du Québec. (Cf. « TS » n° 550.)

■ LE CHARME DISCRET DE LA BOURGEOISIE, Fr., de Luis Bunuel. Où l'on comprend pourquoi une société « policière » est aussi un monde policier. (Cf. « TS » n° 548.)

■ AUX URNES, CITOYENS, Fr., d'Edouard Bobrowski, avec Guy Mollet et Francis Jacquemont. Magouillage et grenouillage sont-elles les deux seules mamelles de la politique en France ? (Cf. « TS » n° 546.)

■ LA VALLEE, All., de Barbet Schroeder, avec Bulle Ogier, Michael Gothard. Le retour à la nature, paradis artificiel ? Les Occidentaux peuvent-ils le pratiquer autrement qu'en touristes ?

■ LES MALES, Québ., de Gilles Carle. « La Vallée » au Québec : le retour à la nature, oui, mais comment rester 553 jours sans « affection » féminine ?

■ W. R., LES MYSTERES DE L'ORGANISME, Youg., de Dusan Makavejev. Qu'est-ce qu'une révolution qui ignorerait l'amour ? (Cf. « TS » n° 547.)

■ ORANGE MECANIQUE, Angl. Une dénonciation de la jeunesse assoiffée de violence, selon la presse. En fait, deux tiers du film dénoncent les méthodes de rééducation pénitentiaire...

■ FELLINI-ROMA, Ital., de Fellini. La Rome du fascisme, la Rome d'aujourd'hui : est-ce une décadence ?

## cinéma 72

DECEMBRE

VISAGES DU CINEMA ALGERIEN

LE CINEMA COLONIAL

JEAN-PIERRE LEFEBVRE QUEBEC MY LOVE

MIKLOS JANCZO - KEN LOACH - PAUL MORRISSEY ROBERT MULLIGAN

LES GRANDS OPERATEURS

4 F - 6, rue Ordener, Paris (18<sup>e</sup>)



Agip

**KEN FLEET** : Caractériser la situation politique et sociale de l'Angleterre aujourd'hui est une chose très difficile à faire simplement, parce que c'est une situation très-fluctuante. Il y a eu cette année une grève victorieuse des mineurs, qui infligea une défaite sérieuse à la politique salariale du gouvernement, les mineurs purent obtenir une augmentation importante de leurs salaires même si elle n'était pas tout à fait aussi importante que leur revendication de départ ; puis à la suite des mineurs, les cheminots, qui font partie bien sûr du secteur public eux aussi, qui avaient souffert pendant de nombreuses années d'être les premières cibles, les premières victimes de la politique des revenus, de la politique de restriction des salaires des gouvernements successifs, les cheminots inspirés par l'exemple des mineurs, se sont battus pour leurs revendications de salaires avec beaucoup plus de détermination que n'en avaient montré les syndicats dans les chemins de fer depuis bien des années, confrontés comme les mineurs à une industrie en déclin, à de nombreux licenciements à combattre, à de nombreuses pressions pour réduire les effectifs et accroître la productivité.

Le gouvernement, ayant subi cette défaite contre les mineurs, était résolu à faire l'impossible pour empêcher les cheminots d'obtenir leurs revendications de salaires et il fit jouer la loi sur les Relations Industrielles, qui n'avait pas encore été complètement votée à l'époque de la grève des mineurs. Il fit jouer les dispositions de cette loi en insistant pour qu'il y ait une période de « temporisation » (1), étant donné qu'il était évident, ce qu'il ne lui fut pas demandé de prouver devant le Tribunal, que les cheminots eux-mêmes étaient tout à fait satisfaits de l'offre qui leur avait été faite par la Direction des Chemins de Fer, et que c'était les dirigeants syndicaux qui étaient minoritaires en voulant obtenir cette revendication. On ordonna donc aux cheminots de reprendre le travail, il y eut un vote, et le résultat, une fois connu, montra un soutien massif apporté aux dirigeants syndicaux. Et je crois que l'on peut dire que l'opposition du gouvernement n'a fait que renforcer la détermination des mineurs de lutter pour leurs revendications et de soutenir les dirigeants du syndicat. Donc, le gouvernement a connu sur ce problème, au début de l'été, une nouvelle et humiliante défaite.

## la grève des dockers

L'autre lutte très importante qui s'est déroulée en Angleterre cette année a été celle des dockers. Les dockers avaient été confrontés à de nouvelles méthodes de travail, devant manipuler des containers et non plus des chargements isolés, et cela avait entraîné pour de nombreux dockers, soit des licenciements, soit une mise au chômage partielle. Et le nombre des licenciements ou de chômeurs partiels avait considérablement augmenté pendant ces dernières années. L'augmentation des zones de container à l'extérieur des docks, et par conséquent échappant aux accords de travail des docks et à la cotisation que les employeurs des dockers doivent payer à un fonds pour les dockers licenciés ou employés seulement à temps partiel, avait provoqué une grande colère, qui s'était accumulée déjà depuis quelque temps. Ce qui entraîna l'installation de piquets

de grève pour arrêter les camions de certains entrepreneurs qui utilisaient les docks, à Liverpool notamment. Les employeurs firent appel au Tribunal des Relations Industrielles pour ordonner aux travailleurs de suspendre leur boycott. Conformément à la politique syndicale, les délégués refusèrent de suspendre leur mouvement, refusèrent de se présenter devant le Tribunal. Et finalement, c'est pour cela que trois des dirigeants furent emprisonnés pour outrage à magistrat. La réaction fut immédiate dans les docks, tous les docks du pays se sont mis en grève immédiatement, d'autres branches industrielles cessant le travail par solidarité, et miraculeusement, pour la deuxième fois (car le gouvernement avait déjà essayé de mettre ces dockers en prison une première fois), il se tira d'affaire par une astuce juridique.

L'actualité économique et sociale de la Grande-Bretagne fait rarement les grands titres des journaux. Mais ce qui n'est pas spectaculaire sur le plan journalistique ne signifie pas qu'il ne se passe rien. L'Angleterre bouge, et pas seulement en Irlande ou par son entrée dans le Marché commun.

Comme la France, l'Allemagne et l'Italie, comme les pays occidentaux développés, la Grande-Bretagne est dominée par deux problèmes de fond : l'un économique, celui de l'inflation, de la hausse des prix, de la menace du chômage. L'autre social, celui de la crise des rapports sociaux. En France, on a agité les contrats de progrès, la participation et d'autres fariboles du même ordre pour faire croire aux travailleurs que tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes capitalistes. En Angleterre, c'est par l'intermédiaire des syndicats que l'on a voulu réduire les travailleurs — et d'abord les plus militants d'entre eux — à l'obéissance.

La loi sur les Relations industrielles dont il sera beaucoup question ici, divise l'Angleterre depuis 1969 : l'opposition conjointe des syndicats et de la gauche socialiste avait obligé le gouvernement travailliste à retirer son projet de loi. Depuis, le nouveau gouvernement conservateur a imposé le sien, et les syndicats refusent d'appliquer les dispositions de cette loi qui veut faire d'eux les gendarmes du monde du travail.

Sur toutes ces questions, sur l'action des militants socialistes au sein des syndicats et du parti travailliste, Ken Fleet (1) ouvre ici avec nous le dossier.

(1) Secrétaire de l'Institution pour le Contrôle Ouvrier, dans le cadre de la Fondation Bertrand Russel pour la Paix.

## museler les militants

L'astuce juridique est très importante, ici, pour le mouvement ouvrier en Grande-Bretagne, car elle va contre la décision du Tribunal qui tenait les syndicats pour responsables de l'action de ses membres et de ses délégués d'atelier, et non seulement il les tenait pour responsables, mais les chargeait de s'assurer qu'ils obéissent à la loi, et en l'espèce, à la loi sur les Relations Industrielles. En d'autres termes, le Tribunal renforçait la définition des syndicats et de l'autorité dans les syndicats (dont le rapport Donovan (2) avait suggéré qu'il faudrait en faire une loi), ce qui avait été l'intention évidente du gouvernement avec sa loi sur les Relations Industrielles, ce qui signifie, qu'il voulait museler les plus combattifs des syndicalistes dans le cadre même de l'organisation syndicale.

Il voulait obliger tous les syndicats à être « enregistrés », faire contrôler leurs règlements par le responsable de cet enregistrement, et l'un des points clés de ce règlement était que l'autorité dans les syndicats ne provenait pas des adhérents à la base, mais du sommet, des dirigeants syndicaux. Et c'est pour ces raisons que les syndicats étaient rendus responsables de l'action des délégués d'atelier, chargés de les faire obéir et si nécessaire, de les exclure et de les remplacer par des hommes plus souples — et furent

finalement condamnés à 50.000 livres d'amende (3) pour outrage à magistrat, parce qu'ils avaient manqué à ces obligations précédemment...

Conformément à la politique des syndicats, de non-coopération avec cette loi qu'ils avaient combattue depuis toujours, à cause aussi de l'emprisonnement de ces dockers, l'opposition à la loi se renforça, le fait pour un syndicat de ne pas être enregistré devint une condition d'appartenance à la confédération du T.U.C. (4), et tous les syndicats qui, soit avaient fait les démarches pour être enregistrés, soit demeuraient enregistrés s'ils l'avaient été précédemment, furent suspendus de leur appartenance au T.U.C.

Je vous raconte tout cela, car je crois que c'est important pour comprendre que premièrement, le capitalisme britannique traverse une période de crise très importante, qui signifie que le gouvernement a dû mettre en œuvre les dispositions les plus dures de la loi sur les Relations Industrielles bien plus rapidement et de manière bien plus provocatrice qu'il ne l'aurait souhaité, et deuxièmement, pour vous donner une idée des réactions à ces mesures parmi les syndicalistes et dans la classe ouvrière en général.

Thierry MORUS. ■

(Prochain article : Les progrès de l'opposition de gauche.)

(1) La loi sur les Relations industrielles, dont Ken Fleet explique plus loin les motivations, prévoyait notamment, en cas de conflit social, une période de « temporisation » de soixante jours pour essayer de trouver une solution négociée, et en cas d'échec, un vote organisé pour que les travailleurs se prononcent sur l'opportunité de la grève. D'où la distinction légale entre la grève « officielle », appuyée par le syndicat au niveau national après l'épuisement de la procédure, et la grève « sauvage », déclenchée en dépit de la loi avec au mieux l'appui des délégués syndicaux au niveau de l'entreprise.

(2) Le rapport de la Commission royale sur les Syndicats et les Associations d'employeurs, présidée par Lord Donovan, fut rédigé de 1965 à 1968 à la demande du gouvernement travailliste d'Harold Wilson

pour proposer des solutions à la crise des relations industrielles, à la multiplication des grèves sauvages qui affectent l'Angleterre depuis plus de dix ans. Les principales dispositions préconisées par ce rapport — expliquées dans la note 1 et par Ken Fleet ultérieurement — furent reprises dans un projet de loi du gouvernement travailliste, auquel l'opposition vigoureuse de la gauche socialiste et syndicale fit échec, puis dans une loi votée par le Parlement conservateur élu en 1970, mais dont les premières applications, on le voit ici, ont été autant d'échecs pour le pouvoir.

(3) Environ 6 millions d'anciens francs.

(4) Le T.U.C. (Trade Unions Congress) est la grande confédération syndicale britannique, regroupant plus de 650 syndicats et plus de 10.000.000 d'adhérents.